

Rouge

Interview de
Gilbert Declercq

P 10-11

M 1578 N° 1116 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

8 au 14 juin 1984

Les libérateurs

« Les Américains ont libéré l'Europe, et le 6 juin 1984, les chefs d'Etat européens se sont rassemblés pour commémorer le débarquement... » A priori, cela semble de bon sens. Evidemment, des esprits chagrins rétorqueront qu'une bonne moitié de l'Europe a été libérée par l'Armée rouge, mais c'est qu'ils n'auront pas compris que lorsque l'on parle d'Europe, il s'agit bien entendu de « l'Europe libre » l'autre étant encore à libérer. Ce qui explique d'ailleurs que les Américains ont laissé, depuis quarante ans, leurs campements à la frontière de RDA. Ce qui explique aussi que ces « faux » libérateurs que furent les Soviétiques n'ont pas été conviés aux commémorations des « vrais libérateurs ». D'autres esprits chagrins rétorqueront aussi que même dans l'Europe libre, chacun n'est pas à la même enseigne. L'Allemagne n'a pas été « libérée » du nazisme, elle a été « vaincue » et évidemment Kohl n'avait pas sa place dans les réjouissances, pas plus que les chefs d'Etat italien ou espagnol... De même, il ne faut pas confondre libération et libération. Les Yougoslaves ont commis le péché irréparable de s'être libérés eux-mêmes, les Grecs d'avoir tenu tête jusqu'en 1946 aux décisions de Yalta... A-t-on déjà vu des peuples se libérer ? Evidemment non, vous répondront les « libérateurs ». A l'époque, le peuple algérien en fit l'expérience, puisque dès 1945, il reçut les bombes de la France pour avoir cru que la libération le concernait lui aussi... Et aujourd'hui, l'impérialisme américain qui se sent investi depuis quarante ans du rôle de « libérateur du monde », s'il n'a pas pu « libérer » le Vietnam ni Cuba, pense avoir réussi à Grenade et y arriver prochainement au Nicaragua... Non, vraiment, cette commémoration aura tout fait pour montrer qu'elle n'a rien à voir avec les peuples d'Europe. Pour mieux le prouver, Mitterrand avait demandé à la police de rassembler quelques dizaines d'étrangers résidant en France — Allemands, Italiens, Basques — qui auraient risqué de ternir la fête... Il faut dire que ce n'était pas une stèle au groupe Manouchian qu'étaient venues inaugurer les têtes couronnées de la planète.

17 JUIN :

Votez contre la droite contre l'austérité contre l'Europe des patrons



Contre Le Pen, mobilisation !

A Paris, manifestation le 14 juin, 18 h 30
gare Montparnasse

POINT DE MIRE

L'anniversaire et les oublis

Helmut Kohl s'est, paraît-il, invité aux cérémonies officielles du débarquement allié en Normandie. Reagan et Thatcher auraient refilé à Mitterrand la tâche délicate qui consiste à faire comprendre au chancelier ouest-allemand que sa présence serait... indésirable.

Le maire adjoint de Bayeux décerne la médaille d'or de la ville à un ancien général SS, dont les troupes se sont distinguées par leur férocité. Cet individu déclenche un beau tollé, où l'on ne peut distinguer l'indignation des antifascistes des accents patriotards !

« La liberté a quarante ans ! » titre un grand hebdomadaire. Ces deux incidents montrent combien cette liberté célébrée en grandes pompes repose sur un consensus mystificateur, combien elle a peu à voir avec celle des peuples de cette même Europe toujours divisée par suite de la guerre.

« L'Allemagne d'aujourd'hui a, à de rares exceptions près, renoncé à ses démons », écrit Jean Planchais dans *Le Monde*. Ce n'est pas l'avis de ceux qui, tel Glucksmann, dénoncent dans les mouvements pacifistes d'outre-Rhin une résurgence particulièrement vicieuse de ces démons ! Mais tous sont d'accord pour comprendre le hitlérisme comme un phénomène allemand, dont le peuple allemand porte la responsabilité historique.

Au-delà de la confrontation Est-Ouest et de l'intégration des deux parties de l'Allemagne dans les blocs antagonistes, l'URSS stalinienne et les démocraties impérialistes d'Occident alimentent toujours le même mensonge : celui de la culpabilité collective du peuple allemand. Pire, ce mythe de la nation maudite a imprégné le mouvement ouvrier et ses organisations. Il est même consciencieusement entretenu !

Non, le peuple allemand n'est pas responsable du nazisme, et encore moins la classe ouvrière allemande, qui en fut la première victime.

Sont responsables la bourgeoisie allemande qui finança les bandes hitlériennes contre le péril ouvrier ; ses concurrents impérialistes qui s'accommodèrent d'Hitler tant que leurs intérêts n'étaient pas mis en cause ; la bourgeoisie française dont le mot d'ordre fut : « Plutôt Hitler que le Front populaire » ; la direction stalinienne de l'Internationale communiste qui refusa jusqu'au bout le front unique du KPD et du SPD en Allemagne, entraînant la classe ouvrière de ce pays dans une défaite sans combat, la direction du SPD qui désarma les travailleurs à coup de légalisme borné.

Cette vérité, une poignée de trotskystes la cria avant 1933. Sous l'occupation et au prix d'un lourd tribut en vies humaines, nos camarades luttèrent pour la libération des peuples européens et du peuple allemand lui-même, en dénonçant la soumission de la Résistance aux buts de guerre des impérialismes US et anglais.

Ils soutinrent en même temps les mouvements de libération des peuples colonisés que les alliés enrégimentèrent dans le combat contre l'impérialisme allemand. Ils opposèrent aux attentats contre les soldats allemands isolés et à la haine chauvine du « boche » un travail de fraternisation avec les travailleurs allemands sous l'uniforme. Celui-là même, engagé à Brest, que raconte notre camarade André Calvès dans son livre *Sans bottes ni médailles*. Tel fut le combat de la IV^e Internationale.

Quarante ans après ce même combat est toujours d'actualité : pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, dont une Allemagne réunifiée et socialiste sera une composante essentielle ; contre la subordination du mouvement ouvrier à quelque direction bourgeoise que ce soit ; contre les pseudo-libérateurs qui marquaient bien leur hégémonie victorieuse en lâchant leurs bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, et qui interviennent directement en Amérique centrale aujourd'hui.

Michel Thomas

MAIRIE DE LILLE

Mauroy, de rigueur

« Je suis un patron de gauche, mais être à gauche, ça ne signifie pas la licence. » Ainsi se définit Mauroy qui présidait samedi 2 juin la séance du conseil municipal de Lille. Un conseil retranché dans une salle du premier étage, tandis que dans le grand hall, plusieurs centaines de fonctionnaires municipaux tentaient de franchir les barrages policiers. Le « beffroi » en état de siège, décidément, il se passe toujours quelque chose, chez « Gros Quinquin ».

Mauroy veut mettre son entreprise, la mairie de Lille à l'heure de la rigueur. Et pour cela, il s'en prend aux avantages acquis du personnel municipal. Résultat, non seulement le paiement de la prime de vacances (3 300 francs par agent), est reporté de juin à décembre, mais qui plus est, celle-ci se voit transformée en « allocation de service », c'est à dire modulée en fonction du service effectif, avec pertes en cas d'arrêt-maladie, par exemple. La chasse à l'absentéisme est ouverte.

Deuxième aspect du volet social, on se souvient qu'en 1982, Mauroy signait en grande pompe au nom de la municipalité de Lille, les premiers « contrats de solidarité », qui devaient favoriser la résorption du chômage des jeunes. Deux ans après, ces contrats de solidarité arrivent à expiration. Trente-six jeunes sont priés d'aller pointer à nouveau à l'ANPE.

Exit les promesses d'embauche, l'heure est aux économies et à un programme rigoureux du personnel. FO a pris les devants de la mobilisation parmi les personnels communaux et entend dénoncer par la voix de son dirigeant Victor Lutun « le monarque qui règne sous le beffroi. »

Mais l'heure est à la défense de l'emploi et du pou-

voir d'achat de tous et sur ces deux points, c'est l'ensemble des organisations syndicales et du personnel qui devrait dans les jours qui viennent se retrouver au coude à coude.

D'autant plus que pendant ce temps-là, toujours au nom de l'exemplarité, Mauroy annonçait que la subvention par élève de la municipalité à l'enseignement privé (4 000 élèves concernés), passait de 600 francs à 720 francs, soit une augmentation de 20 %. Un accord avec l'enseignement privé, sanctionné par un vote positif du PCF « par souci de l'intérêt général... »

Il est décidément des intérêts qui ont du mal à se marier ! Mauroy, l'apôtre de la paix scolaire, risque fort d'entrer en guerre contre son propre personnel municipal.

Les élus du PS, du PCF et du PSU, quant à eux, devront s'expliquer devant leurs propres adhérents, dont la défense légitime des revendications passe avant les contraintes de gestion et les compromis avec la droite.

LEVALLOIS-PERRET

Le Front national jette le masque

Dimanche 3 juin, sur le marché de Levallois-Perret dans les Hauts-de-Seine, des nervis du Front national ont attaqué les vendeurs de la presse ouvrière, militants du PCI, du PCF, de la LCR, etc. Deux militants du PCI, blessés, ont été conduits à l'hôpital.

Chassez le naturel, il revient au galop ! Ces exactions ne sont pas pour nous surprendre. Elles illustrent bien les conceptions de la démocratie qui ont cours dans l'organisation de Le Pen. Et celui-ci a beau essayer de se donner une image « démocratique », la façade ne résiste pas à l'épreuve des faits.

Il n'est pas étonnant non plus que ces « incidents » se produisent dans la municipalité de M. Balkany, le « jeune loup du RPR », élevé dans le sérail de Pasqua et du SAC. Celui-là même qui s'est distingué, quelques mois après son élection, en essayant d'interdire la Bourse du travail aux organisations

ouvrières, avec des méthodes de gangster. Celui, encore, qui a choisi comme chef de la police municipale de Levallois, Didier Gandossi, flic révoqué à l'issue des manifestations factieuses du 3 juin 1983 et responsable de la FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police), organisation qui a entretenu pendant une longue période des liens étroits avec le Front national avant de convoler avec le

SNPMI du pétainiste Gérard Deuil.

Là, le Front national se sent « au chaud », il montre son vrai visage.

La mobilisation de toutes les forces du mouvement ouvrier avait réussi à mettre en échec le « coup » de Balkany sur la Bourse du travail. De la même manière, nous ne devons pas laisser le Front national faire sa loi sur le marché de Levallois !

REPÈRES

IMMIGRES

Partout en Europe les mêmes exigences

La campagne européenne pour l'égalité des droits entre immigrés et nationaux va connaître une première initiative de centralisation à l'occasion des élections au Parlement européen. Le 9 juin à Strasbourg, toutes les associations signataires de la plate-forme se retrouveront pour tirer les leçons de cette première expérience commune au-delà des frontières. Le 10 juin, toujours à Strasbourg, dans la salle des fêtes, un rassemblement de masse est organisé avec des forums de discussions autour de trois thèmes : la lutte contre le racisme ; la question des restructurations industrielles et « l'aide au retour » ; la coordination européenne.

Un gala international clôturera cette première campagne. Mais toutes les associations sont bien décidées à poursuivre l'expérience, et à développer régulièrement une coordination entre les initiatives antiracistes de tous les pays d'Europe. En effet, les mêmes problèmes se retrouvent dans tous les pays à forte immigration. La campagne autour du thème « L'Europe, c'est aussi 15 millions d'immigrés, égalité des droits ! » ne fait que commencer.

La coordination doit s'élargir à de nouveaux pays, à de nouvelles forces, notamment aux organisations du mouvement ouvrier traditionnel largement absentes. En France, par exemple, le MRAP s'est associé à la campagne mais a refusé de signer la plate-forme, considérant l'engagement en faveur des droits politiques incompatibles avec ses propres positions.

Le cas d'afia Begum en

Grande-Bretagne démontre la situation précaire des immigrés dans la CEE. Le problème dominant dans l'Angleterre de Thatcher est celui du « racisme d'Etat » et de la chasse aux clandestins. Une campagne s'est développée autour d'afia Begum. Jeune femme du Bangladesh, arrivée en 1982 pour rejoindre son mari, mort depuis, elle s'est récemment vue refuser toute régularisation et a été récemment arrêtée par la police en vue d'expulsion immédiate. Quarante femmes indiennes ont entrepris une tournée en Europe pour la défense d'afia Begum et pour la reconnaissance des droits des immigrés en Grande-Bretagne.

En réalité, les immigrés sans papiers sont fort nombreux dans ce pays. Souvent arrivés depuis six ou sept ans, ils n'ont pu accéder à la régularisation et se trouvent soumis comme tous les « étrangers », même ressortissants du Commonwealth, à des contrôles policiers des plus sévères et systématiques, le tout dans un climat de racisme assez développé.

Les expulsions se multiplient : mille par an, il y a cinq ans, deux mille deux cents durant l'année 1983, sans doute davantage en 1984.

N'oublions pas qu'il s'agit du pays où les attaques contre la classe ouvrière sont les plus violentes ; le racisme est un facteur indispensable d'affaiblissement de la riposte. A l'époque des Malouines, Thatcher avait su aussi exalter le sentiment nationaliste au sein du pays.

H. V.

Sommaire

Bloc-notes	p. 2	Declarq	p. 10
Les enjeux européens	p. 3	Navale	p. 11
Droite	p. 4	RFA	p. 12
Le Pen	p. 5	PC européens	p. 13
PCF	p. 6	Nicaragua	p. 14
LO-PCI	p. 7	Cinéma	p. 15
Luttes sociales	p. 8 et 9	Nouvelle-Calédonie	p. 16

ABONNEMENT A DOMICILE

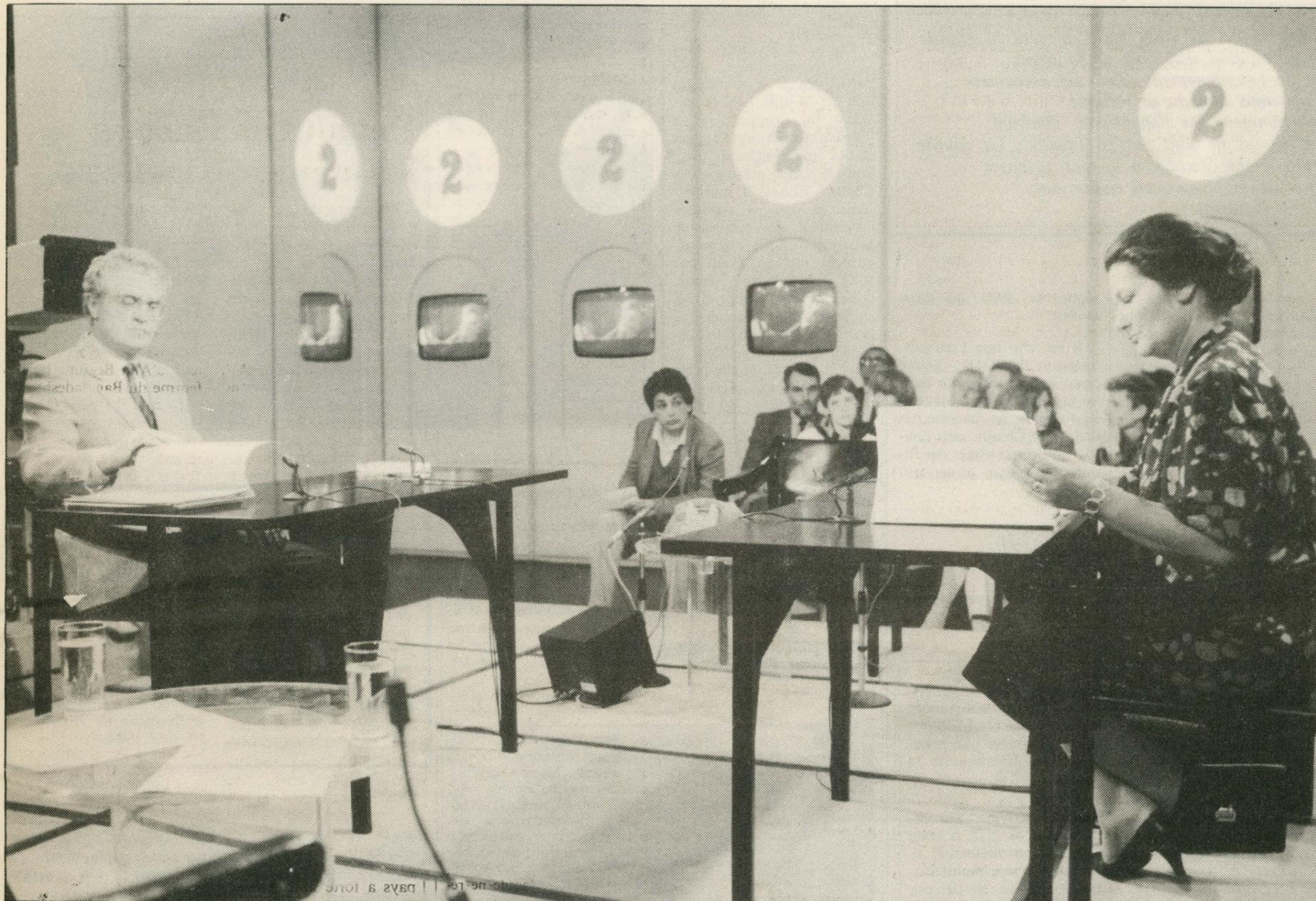
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom -----
	1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse -----
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	-----
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie -----
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Robert March
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

ELECTIONS EUROPEENNES

Contre la droite, contre l'austérité



En dépit de son faible intérêt, le scrutin du 17 juin aura des répercussions politiques importantes. Le vote des travailleurs contre la droite et les capitulations gouvernementales n'en sera que plus important.

Qui parle encore de l'Europe dans cette campagne pour les élections du 17 juin ? Simone Veil évoque bien encore, ici ou là, l'« Europe des libertés ». Et Jospin lui répond en parlant d'« Europe socialiste ». Mais l'enjeu n'est pas là. Il est essentiellement intérieur.

Pour les travailleurs, l'Europe, dont ces gens-là nous rebattent les oreilles, a une image précise : celle de la crise. Leur Europe, c'est en effet treize millions de chômeurs, c'est l'austérité étendue à toutes les dépenses sociales, c'est la dégradation du pouvoir d'achat, c'est le développement du travail à temps partiel, c'est le renvoi de centaines de milliers d'immigrés. Comment cette Europe pourrait-elle bénéficier d'un quelconque appui populaire ?

Un enjeu intérieur

En se soumettant aux plans du capital européen et en déployant une brutale offensive anti-ouvrière, en multipliant les concessions aux secteurs réactionnaires, le PS et le PC ont répandu le désarroi et la désorienta-

tion parmi les travailleurs. Ils risquent maintenant d'en payer le prix, notamment par un taux d'abstention record dans les villes et quartiers populaires. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ont peu de chances d'inverser la tendance.

Le PS mène une campagne générale. Il appelle à la mobilisation contre la droite et exploite toutes ses faiblesses, espérant ainsi faire oublier ses responsabilités dans les orientations mises en œuvre par le gouvernement. La tentative est d'avance vouée à l'échec. La faible activité militante du premier parti parlementaire, le succès mitigé de ses réunions publiques prouvent que les discours de Lionel Jospin ne parviennent guère à convaincre une base déroutée et démobilisée.

Pensant disposer de quelques marges de manœuvre, la direction du PCF s'est efforcée, dans un premier temps, de capitaliser le mécontentement du peuple de gauche. Elle a présenté le vote en sa faveur comme un moyen de sanctionner les choix du pouvoir et d'exiger le respect du vote du 10 mai. Mais le masque est vite tombé. N'ayant d'autre orientation que celle qu'il applique depuis trois ans, Marchais est vite

revenu à un soutien presque acritique au gouvernement.

Un révélateur pour la droite

Ce sont les forces réactionnaires qui risquent de recueillir les fruits de cette situation, en obtenant une majorité absolue de suffrages. Avec d'autant plus de facilité que ce scrutin est dépourvu d'enjeu de pouvoir et que le discrédit des grands partis ouvriers conduira de nombreux électeurs à ne pas se rendre aux urnes. Il reste qu'un tel résultat sera immédiatement présenté comme « le premier coup d'envoi de l'alternance », pour reprendre les propos de Bernard Pons, le secrétaire général du RPR. La manifestation du 24 juin pour l'école privée est d'ailleurs déjà placée sous le signe de la mise en cause de la légitimité de Mitterrand. Lecanuet expliquait, par exemple, au meeting versaillais de l'opposition : « Le 17 juin, c'est sept jours avant le 24. »

Paradoxalement pourtant, à mesure qu'elle paraît progresser, la droite voit s'accumuler les facteurs explosifs en son sein. L'échec de 1981 n'a pas été digéré. L'UDF et le RPR ne disposent toujours d'aucun projet politique cohérent et sont toujours à la recherche de l'homme providentiel qui pourrait fédérer le camp bourgeois. Quant à leur renforcement électoral, il doit moins à un retournement massif de l'opinion qu'à la démobilisation de la population laborieuse.

Cette crise de direction de la droite alimente toutes les opérations politiciennes visant à préparer la redistribution des cartes qui suivra inévitablement le scrutin du 17 juin. Appuyée discrètement par les gis-

cardiens, une liste « socio-professionnelle » a vu le jour, dans le seul but d'empêcher Chirac de retirer tous les bénéfices d'un large succès de la liste conduite par Simone Veil. Certaines fractions bourgeoises cherchent de leur côté, à constituer une force charnière, de « centre-gauche » qui serait indispensable à la stabilisation de n'importe quelle coalition à l'issue des législatives de 1986. Prétendant également au trône, Raymond Barre torpille allégrement ses partenaires en contestant à l'avance, la portée politique de la prochaine échéance.

Mais la conséquence immédiate de cet éclatement, c'est aussi le regain de mobilisation des secteurs les plus « radicaux » du camp bourgeois, dont la manifestation du 24 juin comme les scores du Front national sont des indices incontestables.

Voter à gauche de la gauche

Quels qu'en soient les résultats, le 17 juin aura des prolongements politiques considérables. Il importe donc que s'y expriment le plus massivement possible l'aspiration des travailleurs à une autre politique. Confrontée à une législation scélérate qui impose d'énormes frais de campagne, la CR a renoncé à présenter ses candidats. Elle appelle néanmoins, par-delà les désaccords qui les séparent d'elles, à voter pour les deux listes ouvrières indépendantes du gouvernement, celles qui, tout en s'opposant au retour de la droite, condamnent la politique d'austérité : celles du PCI et de Lutte ouvrière.

Christian Piequet

DROITE

Entre les urnes et la rue

Dans moins de vingt jours, ce sera la grande manifestation nationale de la droite et de l'enseignement privé. Un évènement longtemps attendu et réclamé bruyamment par l'opposition. Pourtant, les choses ne sont pas si simples... La gauche, elle, semble décidée à ne pas se poser trop de problèmes, en choisissant... l'impuissance !

Lors de la « Journée de l'Europe » qui s'est tenue dimanche dernier et qui a constitué le point d'orgue de la campagne de l'opposition, Lecanuet a osé établir explicitement le lien entre la bataille politique et électorale de la droite, d'une part, et, d'autre part, la manifestation du 24 juin en défense de l'école privée.

« Comme vous, nous serons au défilé », a-t-il déclaré avant de clamer : « Que les urnes précèdent avec la puissance de leurs ré-

sultats le défilé des libertés ! »

Il est vrai que Lecanuet, dirigeant de l'UDF, célèbre pour ses accointances dans les milieux liés à l'école confessionnelle, ne manque pas d'aisance. Ce qui, sans doute, l'autorise à nouer des fils qui, à d'autres, brûleraient les doigts.

Une pomme de discorde

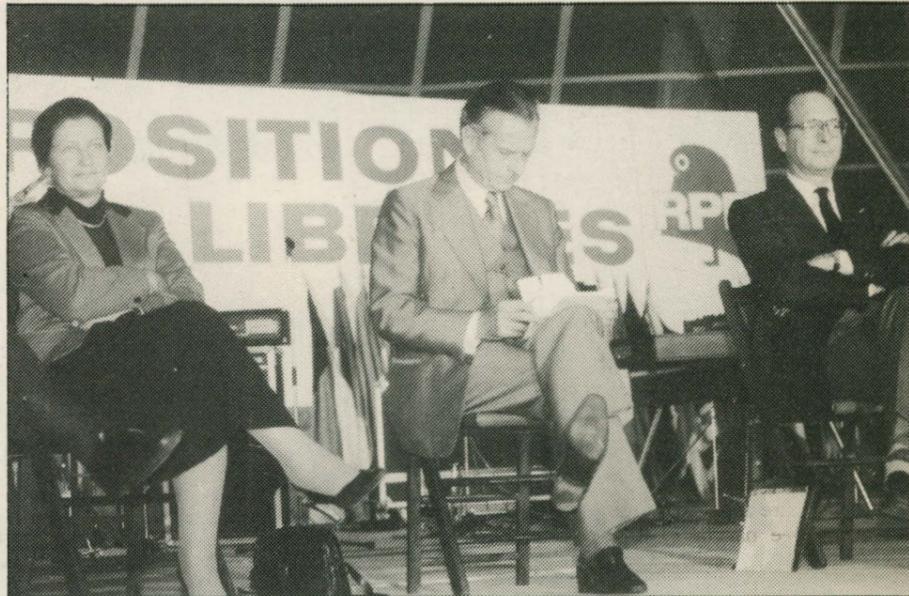
Le RPR ne semble pas

partager l'onctueuse sérénité de Lecanuet.

Chirac a annoncé, sans autre commentaire, qu'il participera à la manifestation du 24 juin. Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée, critique le lieu de la manifestation (toujours la vieille nostalgie des Champs Elysées !), mais accepte la date et repousse l'argument des risques de provocations. Ce même argument mis en avant par son compagnon Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, pour décréter que la manifestation du 24 constitue une « erreur politique », dans la mesure où elle prête aux « provocations » et « manipulations » du pouvoir.

Belle harmonie, en vérité ! D'autant que le contentieux demeure entre ceux qui, à l'UDF et dans les secteurs ultras du privé, voulaient une manifestation nationale au moment du débat parlementaire et la direction de l'UNAPEL qui n'a cédé qu'une fois le compromis bouclé.

Cette situation inquiète le *Quotidien de Paris* qui écrit



privé, déjà passablement déçus des atermoiements de leurs représentants. »

Il est vrai que le *Quotidien de Paris* s'est fait, lui, le défenseur acharné de la manifestation nationale dont il réaffirme, contre vents et marées, qu'elle « constitue la riposte appropriée pour les

A la manière de ...

« Mais si, le 24 juin prochain, la colère de ceux qui ont bien le droit de se mettre en colère éclatait ici et là dans Paris, et si, le soir venu, il y avait autre chose, sur la chaussée, que les pétales tombés des pâles roses d'autrefois, que ne brandissaient

pas des poings tendus, il faut que le pouvoir sache, dès aujourd'hui, qu'il ne devrait s'en prendre qu'à lui-même. »

Michel Droit (de l'Académie française !) in le *Quotidien de Paris* du 1^{er} juin 1984.

Prise de position

La CA de la FEN 91 a adopté une motion selon laquelle « elle estime nécessaire dans le cadre du CNAL le renforcement du combat laïque incluant notamment une initiative nationale face à la droite ». Motion adoptée à l'unanimité de la CA, à l'exception de trois membres, par ailleurs militants du PCI.

Appel des 200

● **Le Havre** : l'appel a recueilli environ 500 signatures. Les initiateurs locaux de l'appel ont fait des démarches auprès des députés et ont organisé une réunion.

● **Chelles (77)** : environ 120 signatures sur la ville, dont une trentaine sur le seul lycée. Un télégramme a été envoyé au député.

● **L'Oise** : 130 premières signatures, dont une bonne partie collectée lors de la fête du PS de l'Oise. L'écho rencontré est très fort.

Quelques exemples, parmi d'autres, qui témoignent de la volonté de ne pas laisser brader la bataille laïque.

Réunion unitaire

Le SNI-PEGC (FEN) a réuni, le vendredi 1^{er} juin,

l'ensemble des organisations qui ont soutenu le combat du CNAL. Et ce, afin d'envisager une riposte à la manifestation du 24 juin.

Alain Krivine, qui représentait la LCR à cette réunion, a défendu la nécessité d'une manifestation nationale en défense de l'école publique, seule riposte à la hauteur de la situation.

Cette proposition n'a pas fait l'accord des participants. Le CNAL et le FEN en particulier, sans écarter absolument le principe d'une telle manifestation, estiment en effet qu'il n'est pas possible dans les conditions actuelles de prendre une telle initiative.

Du coup, les seules propositions retenues se limitent à une affiche et un tract en défense de la laïcité, en des termes si généraux, qu'ils escamotent les questions fondamentales de l'heure. Et, surtout, il s'agit là d'une réponse bien dérisoire au moment où la droite se prépare à réunir plusieurs centaines de milliers de manifestants.

Dans ces conditions, la LCR n'a donc pas signé cette affiche et ce tract. Par contre, elle demeure prête à être partie prenante de toute réelle initiative de mobilisation et continuera à défendre la nécessité d'une manifestation nationale.



dans son édition du 1^{er} juin : « Rien qu'au RPR, on se trouve ainsi en présence de trois opinions différentes, ce qui ne va pas sans risques... D'abord un risque de démobilisation des défenseurs du

intéressés ».

Ce qui, après les élans lyriques affirmant que l'objectif, au-delà de la question de l'école, était de marquer le gouvernement du sceau de l'infamie, veut dire re-

donner la vedette aux préoccupations scolaires. Au moins de le feindre !

Avec l'appel à la manifestation nationale, les pseudo-défenseurs de l'enseignement privé ont dévoilé trop brutalement leurs véritables objectifs politiques et se sont mis à découvrir. Ils ont, en effet, offert un espace sans précédent aux courants ultras et à l'extrême droite. Et, ce faisant, ils ont offert prise aux dénonciations de la gauche concernant les « tentations factieuses » de l'opposition.

Consciente des risques encourus, la droite réagit en réaffirmant la priorité de la question scolaire dans la manifestation du 24 juin. Tout en renforçant, par la voix de Lecanuet et consorts, son tir de barrage contre les « petites listes » de droite accusées de disperser les voix, et par là, d'affaiblir la mobilisation du 24... CQFD !

L'impuissance de la gauche

Si ces petites et grandes manœuvres d'une droite en difficulté se déroulent comme à la parade c'est que la majorité, pour sa part, se contente d'être spectatrice et complice.

Spectatrice, lorsque, emprisonnée par la loi Savary,

elle observe la droite canonner l'école publique pour redynamiser son propre camp.

Complice, lorsque Mauroy, pour « désamorcer la manifestation du 24 juin », profite d'une réception à Matignon (sic !) pour annoncer son intention de prendre une initiative susceptible « d'apaiser les esprits » (le *Figaro* du 1^{er} juin).

Est-ce cela la riposte à la mobilisation dont la majorité se complait, non sans raison, à dénoncer les connotations fascistes et certains accents quasi insurrectionnels ?

Après avoir, au nom de sa volonté de compromis, enterré les intérêts de l'école publique, le gouvernement témoigne ainsi de son impuissance à faire face aux mobilisations de la droite et de l'extrême droite.

A toutes celles et tous ceux qui refusent ces tromperies et ces trahisons de relever le défi ! Il leur faut mener bataille pour imposer une grande manifestation nationale. Sous le double drapeau de la riposte à la droite et de la défense de l'école publique et laïque. Deux exigences dont chaque jour montre un peu plus qu'elles sont intimement liées.

Francis Sitel

EXTREME DROITE

Pourquoi combattre Le Pen ?

Les puissantes démonstrations de masse qui, dans toute la France, s'opposent aux parades de Le Pen, sont parmi les événements marquants de cette campagne électorale morose. Il n'est dès lors pas inutile de revenir sur quelques-unes des questions que soulève la progression de l'extrême droite.

De toutes parts, face aux manifestations anti-Le Pen, fusent les réactions. A gauche, les dirigeants socialistes et communistes laissent libre cours à leur électoralisme imbécile et proclament qu'il ne faut pas donner trop d'importance au Front national. Des propos qui confortent largement les tentatives de ce dernier pour réduire la riposte populaire à une sorte de « guerre privée » engagée par la LCR contre sa formation. « Krivine lance les commandos de la haine contre Le Pen », titre son hebdomadaire. Les réactions, les débats qu'elles suscitent appellent des réponses précises.

1. Ne donne-t-on pas trop d'importance à Le Pen ?

La percée électorale de Le Pen n'est en aucune manière la traduction d'une menace fasciste. Car, si le grand capital aspire à se débarrasser promptement de la coalition au pouvoir, il ne fait pas le choix, au stade actuel, de la destruction des organisations ouvrières. En outre, l'extrême droite se révèle encore incapable de se doter durablement d'une assise de masse sur d'autres terrains que celui des urnes. Le caractère encore squelettique du FN en est un indice parmi d'autres.

Il reste qu'un tel phénomène révèle une évolution en profondeur. La crise, en augmentant le chômage et en développant un sentiment général d'insécurité, accroît la division et la désorientation parmi les travailleurs. Dans la mesure où la gauche, empêtrée dans son soutien aux reniements du gouvernement, se montre incapable de répondre aux attentes et aux angoisses du monde du travail, le danger est grand de voir le terrain occupé par les pires ennemis du mouvement ouvrier. Déjà, on voit certaines fractions sociales — petite bourgeoisie traditionnelle frappée par l'alourdissement de la fiscalité et la concentration du capital ou même des secteurs populaires, figurant parmi les plus touchés par la dégradation des conditions de vie — se montrer sensibles aux thèmes démagogiques, sécuritaires, racistes.

Cette situation prend d'autant plus d'importance qu'elle est facilitée par l'impasse dans laquelle se trouve la droite traditionnelle (voir pages 3 et 4). Cela crée un terrain favorable aux efforts de Le Pen pour récupérer les secteurs les plus « radicaux » de l'électorat réactionnaire, ceux qui aspirent à en découdre au plus vite avec les travailleurs.

Il serait donc désastreux de ne pas réagir. Laisser le FN « banaliser » son existence, c'est lui permettre de stabiliser son audience de masse. Ce qui constitue, à terme, une menace directe non seulement contre les immigrés mais contre toutes les organisations ouvrières. C'est pourquoi, tout en combattant principalement contre les attaques patronales et la capitulation des directions ouvrières, les révolutionnaires sont au premier rang de la lutte contre Le Pen. Au bout du compte, cette activité est un aspect de leur combat général pour que les travailleurs reprennent l'initiative et la rue, qu'ils passent à l'offensive pour défendre leurs propres solutions à la crise.

2. Comment empêcher la banalisation du Front national ?

Il importe en effet que, face à la montée de l'extrême droite, le mouvement ouvrier montre sa force, qu'il montre qu'il n'est pas disposé à accepter les provocations d'un Le Pen. C'est ainsi qu'il démontrera à ceux qui seraient tentés de prêter l'oreille à sa propagande démagogique, que le FN n'est pas un parti « comme un autre » et qu'on ne peut le soutenir qu'en affrontant de vives réactions populaires.

D'ores et déjà, il est clair que ce sont les dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs qui manifestent dans toute la France, débordant la passivité et l'inaction des organisations traditionnelles, qui font peur au président du FN. Magazine Hebdo, périodique dont les liens avec l'extrême droite sont notoires, exprimait ainsi, le 1^{er} juin, sa crainte de voir les manifestations parvenir à « marginaliser à nouveau » Le Pen.

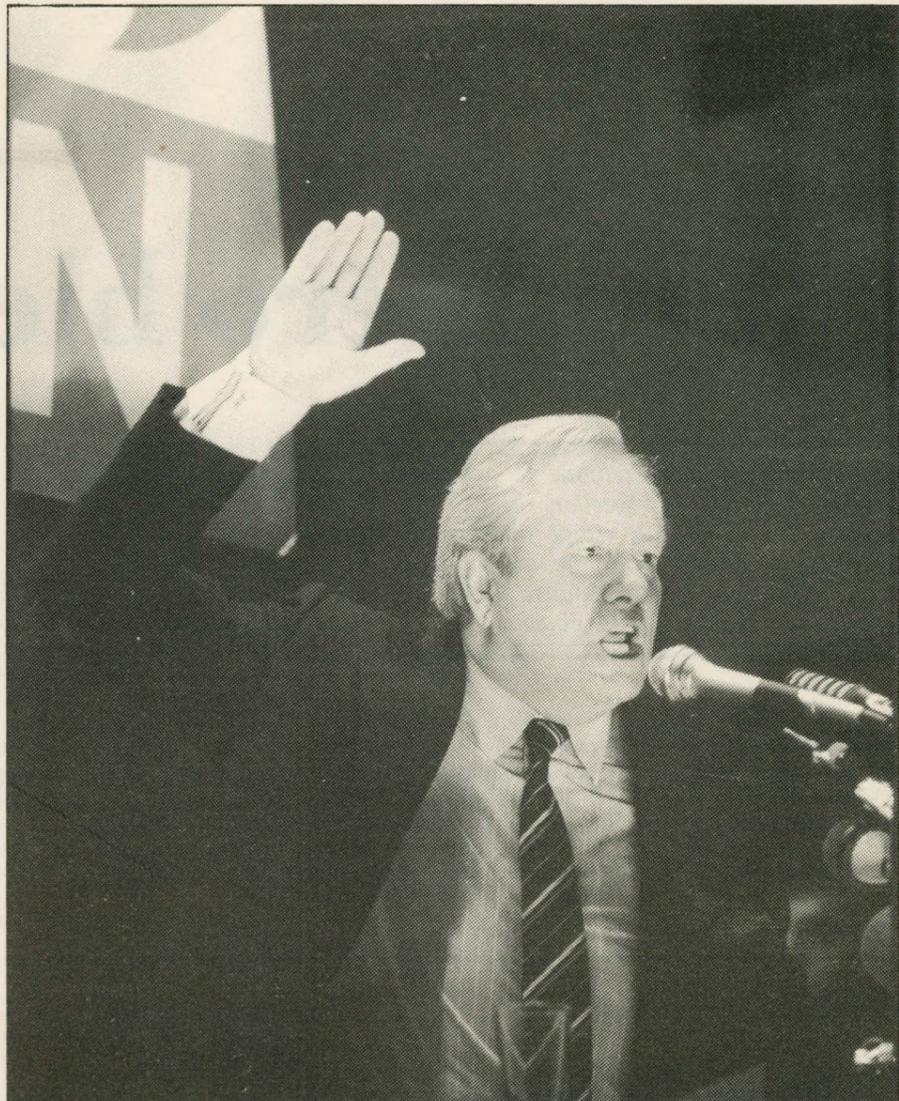
C'est dire que ce combat n'est pas l'affaire des seules organisations d'extrême gauche ou de groupes de militants. Des affrontements ou des actions qui se substituent à l'action de masse seraient totalement inefficaces et iraient à l'encontre du but recherché. Ils permettraient en effet à Le Pen de relativiser l'ampleur de la réaction dont il est l'objet. Ce qui ne peut que renforcer son audience. Voilà pourquoi, la LCR réprovoque totalement des actes semblables à l'attentat perpétré à Toulouse, le 4 juin, contre la salle où le FN devait tenir un meeting.

A l'inverse de cette voie minoritaire, à chaque initiative de l'extrême droite, la LCR combat pour que se réalise l'unité la plus large du mouvement ouvrier et démocratique, condition du succès de la mobilisation. Elle s'adresse systématiquement dans ce but, à l'ensemble des forces concernées. Et lorsqu'elle est confrontée au refus des grandes organisations, comme à Paris le 14 juin, elle prend néanmoins toutes les dispositions pour que la riposte soit la plus ample possible (voir ci-contre). Dans ce cadre, elle comprend et soutient la volonté de centaines de jeunes et de travailleurs de ne pas se limiter à de simples cérémonies démobilisatrices aux monuments aux morts, mais d'organiser des démonstrations combatives. Sans pour autant avoir pour objectif d'interdire physiquement les parades de Le Pen.

3. Faut-il demander l'interdiction des meetings de Le Pen ?

La seule riposte efficace aux menées de l'extrême droite, c'est le combat de masse, c'est le front uni des organisations ouvrières. Voilà pourquoi la LCR considère qu'il est erroné de concentrer la bataille sur la demande d'interdiction des initiatives du FN, par les autorités municipales et préfectorales.

Une telle exigence ne peut que détourner le mouvement populaire de sa tâche principale : organiser l'action la plus massive et l'autodéfense de ses activités. Et sur-



A Paris, en prévision du meeting du Front national, le 14 juin, de nombreuses personnalités ont rendu public l'appel suivant :

« Les soussignés s'inquiètent du développement de la campagne raciste animée par Le Pen et le Front national. Les attaques contre la population immigrée et les appels à la haine raciale représentent un danger mortel pour la démocratie. Le péril existe de voir ce courant raciste banalisé. L'Histoire nous a montré qu'il n'est jamais trop tôt pour alerter et mobiliser l'opinion devant le développement d'une telle gangrène. Dans toutes les villes de France où Le Pen est passé, c'est l'ensemble des organisations démocratiques qui a riposté par des manifestations massives. Le 14 juin, Le Pen tient à Paris un grand rassemblement, les soussignés en appellent à toutes les forces démocratiques et antiracistes de la région parisienne pour organiser ce jour une démonstration populaire contre le racisme et le fascisme pour la solidarité avec les immigrés. »

Didier Claude, Titous Kaissa, Pierre Halbwachs, Daniel Guérin, Jean-Jacques de Felice, Simone de Beauvoir, Yvan Dautin, Serge-Christophe Kolm, André Jeanson, Marcel Ophuls, Alain Krivine, Gustave Massiah, Gérard Molina, Colette Magny, Romain Goupil, Maurice Griegel-Valrimont, Arthur London, Georges Labica, Catherine Ribeiro, David Rousset, Maurice Najman, J.-F. Vitte, Pierre Bauby, Pierre Vidal-Naquet, général de la Bollardière, Serge Depaquit, Jacques Salvator, Jacques Rouffio, Jeanne Brunschwig, Jules Fourrier, Christine Buci-Glucksmann, Claude Bourdet, Théodore Monod, Jean Chesneaux, Messaoudi Samia, Gilles Perrault, Antoine Sanguinetti.

Par ailleurs, l'AMF, les CTA, l'UTIT, le CEDETIM, l'ATT, le collectif « La crise n'a pas de couleur », le PSU, la LCR, les JCR, la Fédération de la Gauche alternative, le PCML, l'UTCL, la LOR, Accueil et promotion, l'UGTSF, le FETRANI à manifester le 14 juin, à 18 h 30, devant la gare Montparnasse.

tout, elle distille l'illusion que ce sont l'Etat, la police, la justice — qui ont toujours servi les intérêts des possédants et dont les leviers de commande sont aux mains d'hommes de droite voire d'extrême droite — peuvent être les défenseurs du mouvement ouvrier, les garants des libertés démocratiques.

Il convient à cet égard de ne jamais oublier que la bourgeoisie peut parfaitement retourner contre la classe ouvrière, les dispositions légales qui lui ont un jour été imposées contre l'extrême droite. Léon

Trotsky évoquait clairement ce problème en 1938 : « Aujourd'hui, l'Etat peut sembler être aimablement disposé envers les organisations ouvrières. Demain, le gouvernement peut tomber, il tombera entre les mains des éléments bourgeois les plus réactionnaires. Dans ce cas, toute la législation restrictive en vigueur sera retournée contre les travailleurs. » (La Classe ouvrière et la liberté de la presse).

Christian Picquet
François Ollivier

14 juin A Paris 18h30

MANIFESTATION
devant la gare Montparnasse

PCF

Un numéro bien réglé

Après avoir largement critiqué la politique du gouvernement, la direction du PCF présente à nouveau un visage unitaire. L'illusion est tombée. Marchais n'a aujourd'hui pas d'autre ligne que le soutien à l'austérité au nom de l'union de la gauche.

« Nous sommes engagés dans la majorité pour réussir, pour atteindre les objectifs de 1981, non pas d'une manière circonstancielle, mais c'est le fond de la stratégie du PCF. » Ainsi parlait Marchais à l'intention des jour-

nalistes du Dauphiné libéré, propos qui sont rapportés par l'Humanité du 2 juin. Il y a tout lieu de croire le secrétaire général, à en juger par cette campagne « européennes », qui était partie sur un mode virulent

à l'endroit d'un gouvernement dont le PCF faisait mine de rejeter la politique.

Plein d'usage et raison, après un bref voyage critique, le PCF rentre dans le giron de la majorité présidentielle. En somme, il a lancé un filet pour ramener au bercail les électeurs perdus en 1981. Sa vraie cible, c'est celui qui votait communiste, et qui s'abstient maintenant. Aussi, pour appâter, il a jeté des formules cinglant l'austérité gouvernementale au gré des discours électoraux de Marchais.

Ainsi la campagne commençait vite et fort. Le 3 mai, à Bobigny, en Seine-Saint-Denis, avec Georges Valbon, le démissionnaire des Charbonnages comme invité-vedette. L'ancien PDG expliqua l'impossibilité dans laquelle il était d'appliquer un mandat social, celui de Mitterrand le 10 mai, à savoir l'objectif des trente millions de tonnes. Marchais, renchérissant, lançait

« ne pas voter communiste, c'est dire au gouvernement : je n'ai pas de remarques à faire, ce qui se passe actuellement me convient. » Voter PCF, c'était alors voter à gauche de la gauche, (sous-entendu de la social-démocratie). Voter PCF, c'était

nous disons non à la mauvaise rigueur » déclarait le secrétaire général qui fustigeait nominalement Delors.

C'était le thème du premier rassemblement de Bobigny, ce budget objet de toutes les inquiétudes communistes. Pour se faire comprendre, Marchais utilisait une nouvelle fois Georges Valbon à Lens, le 25 mai : « Placé dans l'impossibilité de remplir la mission qui lui avait été confiée, Georges Valbon a préféré démissionner. » Manière de dire que le parti serait obligé de faire de même demain si l'austérité et l'abandon des options du 10 mai devaient continuer.

térité. Avec un certain cynisme...

« Pour les uns, je voudrais des ministres en plus » dit Marchais au micro de RMC (l'Humanité du 4 juin). « Pour les autres nous ne voterions pas le budget. Tout cela est absurde et ridicule. » Voilà qui remet à sa place la dramatisation artificielle de la question budgétaire du début de campagne. Quant aux ministres demandés en plus, Marchais l'évoquait dans le numéro précédent de l'Humanité (2 juin) : « Il est souhaitable, utile, que le PC pèse d'un poids plus fort pour aider à résoudre les problèmes ». Qu'il s'agisse du nombre de suffrages ou du nombre de ministres, il suffit de se reporter à la dé-

LE PEN

Le poids des mots...

Le Pen voudrait bien apparaître comme un politicien respectable. Mais c'est une toute autre réalité qui apparaît dès lors qu'on étudie soigneusement sa propagande ainsi que les propos ou affinités de ses proches.

Un homme simple, qui entend « traduire la gravité des problèmes politiques dans des termes qui soient compréhensibles par tous. » Ainsi se présente aujourd'hui Le Pen. Pour le président du Front national, l'enjeu n'est pas mince. Il s'agit, le 17 juin, d'atteindre ou de dépasser les 5 % des suffrages qui lui donneraient accès à l'Assemblée de Strasbourg. Au-delà, ce sont les législatives de 1986 qui se jouent. Atteignant le seuil de la crédibilité parlementaire, le FN deviendrait l'appoint indispensable à un renversement de majorité. Comme le précise Jérôme Jaffré dans le Monde du 6 juin : « Tout indique que la question des alliances entre la droite et l'extrême droite se posera avec une acuité nouvelle après le 17 juin. »

Pour atteindre ses objectifs, Le Pen doit d'abord se débarrasser de son étiquette d'activiste et imposer une image de politicien respectable. Raison de plus pour nous intéresser de plus près, à sa propagande comme à celle de ses amis.

Chassez le naturel...

Le chef du Front national se défend de toute tentation raciste. Et pourtant, dès qu'il n'est plus sous le feu des projecteurs, le naturel revient au galop. Dans l'ouvrage qu'il vient de publier, Les Français d'abord, il établit une claire hiérarchie entre les races : « Dans ce monde où il existe

des races différentes, des ethnies différentes, des cultures différentes, je prends acte de cette diversité et de cette variété (...) Je ne peux pas dire que les Bantous ont les mêmes aptitudes ethnologiques que les Californiens (...) les citoyens sont égaux en droit, pas les hommes. Et, d'un autre côté, s'il est exact que les hommes ont droit au même respect, il est évident qu'il existe des hiérarchies, des préférences, des affinités qui vont de soi. » N'est-on pas là en présence de la définition la plus banale du racisme qui, pour le Larousse, est « un système qui affirme la supériorité du groupe racial sur un autre ».

Certains amis de Le Pen n'hésitent pas à aller bien plus loin et à laisser libre cours à leur antisémitisme. Ainsi, le 23 juin, François Brigneau, directeur de la rédaction du quotidien Présent et soutien sans failles du Front national, caractérisait Robert Badinter de « fourreur errant » et le décrivait « la bouche tordeur par la levée du sang noir (...) Par héritage, il est pour tout le nomade contre le sédentaire. Pour le cosmopolite contre l'indigène. Pour le manouche voleur de poules contre la fermière (...) Pour le marginal contre la société qui rejeta si longtemps les Badinter (...) Pour l'assassin contre l'assassiné (...) "Un homme d'Etat" a dit de lui M. Mitterrand. On en frémit. D'autant qu'il n'est pas seul. Krasucki, Fierman, Lang qui, n'ont de français que l'habitat occidental et que voilà aussi aux postes de

commande. Quand on y réfléchit, c'est à notre tour d'avoir peur. »

Des amis encombrants

Autre exemple, Bernard Antony, alias Romain Marie, fondateur de Présent et animateur des Comités chrétienté-solidarité dénonçait, en février 1979, « la tendance qu'ont les Juifs à occuper tous les postes-clés des nations occidentales. Comment ne pas observer qu'à notre télévision, par exemple, il y a bien plus de M. Aron, Ben Syon, Naoul, El Kabbash, Drücker, Grumbach, Zitronne que MM. Dupont ou Durand ? » Le Pen a si peu de critiques à faire à ces propos qu'il a mis son auteur en sixième position sur sa liste.

Voilà qui met en lumière les liens étroits qui relient le Front national au courant fasciste. L'ancien député poujadiste récuse cette accusation. Ses compagnons sont cependant moins prudents. Dans le premier numéro de l'hebdomadaire de son parti, National, Serge Dalens écrivait le 11 mai dernier : « Le communisme a asservi et continue d'asservir les peuples. Le nazisme et à un degré moindre le fascisme ont donné à la quasi-totalité de leurs jeunes des raisons d'exister. » Directeur politique du National, Le Pen n'a pas eu un mot pour désavouer cette analyse.

Comment le pourrait-il d'ailleurs ? En septembre 1973, il résumait en ces termes, sa conception de la démocratie : « L'armée a parfois le devoir de rétablir un ordre salvateur, en France comme au Chili. » Et en novembre 1975, il renchérissait : « Le général Franco était l'un des chefs d'Etat les plus remarquables du monde. » Des propos toujours actuels si l'on en juge par la tonalité de son dernier livre : « Il faut rétablir l'ordre mais aussi l'ordre social (...) Ce qui est insuffisant, c'est la volonté de répression. » A bon entendeur...

Christian Picquet



voter pour le respect du mandat du 10 mai.

Même tonalité, le 10 mai précisément, à Strasbourg : « Comment croire que la gauche pourrait conserver son crédit si elle ne tenait pas les engagements qu'elle a pris... » Marchais continuait à Lens, le 25 mai : « Nous avons dit notre désaccord avec les nouveaux choix gouvernementaux, et notre volonté de voir tenir les engagements pris. »

Ces attaques tous azimuts se concentraient sur le budget annoncé par Delors, concernant l'année 1985. Il faisait dire à Marchais, le 6 mai, à Amiens : « Non à la mauvaise rigueur. » C'était la « une » de l'Humanité le 7 mai. « Mais cette question du budget est trop sérieuse, trop inquiétante pour qu'on en plaisante... Voilà pourquoi

Fin mai, c'est la décélération dans les critiques. Un peu à la manière d'une campagne publicitaire tapageuse, qui s'arrête brusquement quand les crédits sont épuisés, le ton change.

« Pour nous, l'après 17 juin n'impliquera aucune modification dans notre politique, quels que soient d'ailleurs nos résultats » déclare Marchais au Dauphiné libéré (l'Humanité 2 juin).

Mais l'union...

Le voilà réduisant à néant les beaux efforts du début de campagne, qui cherchaient à convaincre de voter PCF pour faire pencher la balance du changement du bon côté. En une interview, il détruit l'image d'un PCF contestant l'aus-

claration précédente, présentant la position du PCF comme immuable, intouchable par les résultats du 17 juin.

Il est justifié de penser que les directions du PS et du PCF se répartissent les rôles pour une telle campagne. Au PCF le soin de rassembler un électoralat critique qui, après tout, était le sien ; au PS de supporter quelques égratignures et de jouer le parti installé dans la durée. Il est également permis de penser que le PCF n'a pas d'autre ligne ni d'autre stratégie que celle qu'il applique aujourd'hui : soutenir l'austérité gouvernementale au nom de l'union de la gauche. Les inflexions dans les discours de Marchais ne sont là que pour les médias et les bulletins de vote. Un numéro bien réglé...

Jean Lantier

LO

La liste des travailleurs en colère

Une campagne active de dénonciation active du capitalisme, mais Lutte ouvrière reste à mi-chemin et n'offre pas de propositions concrètes.

« Je serais le porte-parole de votre ressentiment, de vos déceptions et de votre colère », disait Arlette Laguiller le 28 mai aux employés des chèques postaux d'Orléans-La Source. Cette profession de foi synthétise bien le ton et l'axe de la campagne des camarades de Lutte ouvrière. C'est l'indignation, devant la gauche qui trahit, le capitalisme qui exploite, l'extrême droite qui renaît, l'Europe des trusts.

A l'inverse du vide affligeant des autres affiches de campagne, Lutte ouvrière décore les murs de formules inégalement heureuses, mais qui marquent un style, un mode original d'expression. Dans le créneau « indignation contre la gauche », la palme revient à l'affiche « La gauche roule à droite, ça mérite une contredanse. » Dans le moins bon, « Ce gouvernement n'est pas de gauche. » Dans le style rétro

Mai 68, « Le chômage augmente, la colère des travailleurs aussi. » Quelle que soit la formule employée, elle se répand partout, et est lue. Même langage employé pour les meetings aux portes des entreprises que, cette fois, LO organise. Il s'agit de capter les voix de celles et ceux qui sont déçus, qui cherchent autre chose, qui n'ont plus d'illusions sur le PS et le PC. Mais là s'inscrit bien la limite de la campagne de LO.

Autant le PCI offre et le parti et le programme (la démocratie) sans les luttes et la révolte, autant Lutte ouvrière parle au nom de la colère et des luttes sans perspectives ni programme. Car l'indignation, ça se dirige vers un but positif, sinon elle tourne à l'aigre comme une mayonnaise mal montée. Et Lutte ouvrière est chiche sur la question.

Que propose-t-elle com-

me perspective d'action de la classe ouvrière ? Lors du meeting de Bourges, LO disait que « l'autre gauche, celle des usines, des chantiers, des bureaux, peut, elle aussi, descendre dans la rue ». C'est vrai, elle peut. Et les révolutionnaires, avec leurs modestes moyens, doivent œuvrer à faire avancer les travailleurs dans cette perspective. Mutisme de LO sur le sujet.

Une campagne de propagande, donc aux formules choc, mais un peu a-temporelle. De même pour la crise économique. LO sait bien dénoncer les mécanismes de l'exploitation et parler comme des ouvriers exploités. De là à défendre des perspectives anticapitalistes... LO s'abstient de mettre son art de formule au service de propositions d'action anticapitalistes. Si bien que la société, les luttes ouvrières, les événements politiques semblent toujours gris, sans relief, vus au travers de lunettes de soleil quelque soit le temps.

L'extrême gauche révolutionnaire ne peut se contenter de « faire savoir » par une campagne que « la colère monte parmi les travailleurs ». A notre avis, elle doit avancer des perspec-

tives concrètes, alternatives, qui sortent du commentaire. Ainsi Arlette note lors de son meeting à Strasbourg que Le Pen n'est que fort des trahisons de la gauche. Juste. Opposons aux trahisons de la gauche les perspectives immédiates des révolutionnaires. Sinon leur tâche n'est qu'à moitié remplie. Et l'indignation profitera à d'autres.

Au-delà de ces remarques, Lutte ouvrière répond avec loyauté et souci unitaire aux questions des journalistes ou des travailleurs, touchant à une liste en commun avec la LCR. Ce souci unitaire était présent lors du rassemblement des 26 et 27 mai comme il le sera lors de la fête annuelle de LO les 9, 10 et 11 mai. Car l'unité des révolutionnaires est une tâche spécifique et permanente pour la construction d'une grande force révolutionnaire.

Les suffrages qui se porteront sur Lutte ouvrière le 17 juin, représenteront bien la défiance de gauche à l'égard du gouvernement. C'est pourquoi la LCR appellera à voter pour elle, comme elle le fait également pour le PCI.

Jean Lantier



PCI

Gauquelin et la démocratie

Le PCI en campagne, c'est une activité intense, couvrant murs et marchés, bouches de métro et cités. Mais c'est aussi les travaux pratiques de la ligne du dernier congrès de cette organisation.

Stéphane Just (dirigeant historique exclu lors du dernier congrès), relégué au rôle ingrat de « plus dure sera la chute », la nouvelle équipe dirigeante du Parti communiste internationaliste, cingle, toutes voiles dehors, vers la ligne de la « démocratie ». « Notre programme, la démocratie », titre leur profession de foi. Démocratie en gros et gras. Suit un catalogue de lois anticapitalistes que la majorité PS-PC devrait voter si... si l'Assemblée nationale était souveraine. Et toute l'innovation théorique du PCI dans cette campagne est là : sortie de son Congrès, l'orientation dit que depuis mai 1981, le choc décisif

passé entre bonapartisme (les institutions de la V^e République) et la démocratie.

Quelle démocratie ? Celle du Parlement souverain : « Le retour à la démocratie parlementaire ne saurait résulter que d'une crise révolutionnaire », indique la résolution du congrès du PCI. Au-delà du savant mélange de la campagne, là est la ligne. Car l'intervention électorale du PCI mêle adresses aux travailleurs déçus par l'austérité, dénonciations de la réaction et du patronat, pour en revenir finalement à la démocratie.

Patchwork savant, ou peut-être galimatias, la profession de foi se termine par

« plus grande sera la force qui aidera la classe ouvrière, la jeunesse, les paysans, à s'unir pour le respect de la démocratie... » Il s'agit de la démocratie parlementaire, affublée de deux autres slogans : « Contre l'exploitation et l'oppression pour le socialisme ».

Défendre la démocratie parlementaire contre la Constitution de 1958, soit. Mais que vont y comprendre les éventuels électeurs du PCI ? Car voilà bien longtemps que le Parlement est un rite formel de la démocratie bourgeoise, dans laquelle se sont moulés le PC et le PS. Et ces mêmes travailleurs savent bien que, malgré des attaques importantes, la liberté syndicale, la liberté de la presse, celle de manifester et de s'organiser ne sont pas immédiatement remises en cause par « le bonapartisme », dont l'habit est porté par Mitterrand en ce moment.

Qu'il s'agisse d'organiser

le combat contre la droite et l'extrême droite, soit. Mais le PCI en campagne ne parle pas que de cela. Ce qu'il met en pratique, c'est l'idée que les institutions de la démocratie bourgeoise sont des points d'appui pour le pouvoir ouvrier. Ainsi la campagne européenne est la première application d'un nouveau cours, selon lequel « la démocratie opposée aux institutions de la V^e République fera sauter le verrou de l'Etat bourgeois » (résolution du Congrès).

Le parti des travailleurs ou le parti de la démocratie ?

Qui n'a vu cette affiche jaune du PCI, portant le titre de la liste : « Pour un parti des travailleurs ». Idée séduisante, que la LCR partage. Mais qu'en font les dirigeants du PCI ? *Informations ouvrières*, leur hebdomadaire, publie un bulletin : « Adhère aux sections pour



un parti des travailleurs ». Le PCI a créé un bureau national provisoire. Chaque cellule, pendant la campagne, doit créer une section de ce parti. Un parti des travailleurs né du score électoral de la liste, appendice du PCI ? Voilà qui y ressemble fort. Mais quelle base politique à ce parti ?

N'hésitons pas à faire un lien audacieux entre la campagne européenne du PCI, pour un parti des travailleurs sur la ligne de la démocratie, avec le passage systématique et presque achevé des militants du PCI à FO. Est-ce que ce parti des travailleurs ne serait pas le répondant et la couverture politique de l'alliance nouée avec l'appareil de FO, et des

secteurs réformistes social-démocrates ? Le parti large, « le parti des travailleurs », serait alors un objet entre les mains du PCI pour mener à bien une vaste manœuvre.

Marc Gauquelin, la tête de liste, s'exprimait ainsi dans la dernière livraison d'*Informations ouvrières* : « Inexorablement les forces de classes se disposent vers la confrontation. » Nous sommes bien d'accord, sur ce point, avec lui. Et malgré tout ce qui nous sépare du PCI, nous savons que cette liste sera la seule, avec celle de Lutte ouvrière, à refuser les capitulations des partis ouvriers au pouvoir.

Jean Lantier

SYNDICATS

Exclusions à la CFDT Air-Inter

A Air Inter, la section CFDT progressait en adhérents, soutenait activement les luttes des travailleurs et ne s'en laissait pas compter par les sirènes de la solidarité avec les patrons. C'est dans ce contexte que le syndicat exclut deux responsables et dissout de fait la section puisque la grande majorité des adhérents soutient ses délégués.

viendra le remplacement des responsables et délégués élus par la section par d'autres désignés par le syndicat sous le prétexte que l'équipe actuelle brise la section et a perdu la confiance du personnel.

N'ayant pas réussi à avoir les trois quarts des candidats aux élections de comité d'entreprise, le syndicat dé-

45 % dans ce collège. A Orly-ouest, en 1984, la section fait encore 46,08 %.

La justice et Air Inter veulent profiter de ce conflit interne à la CFDT pour poursuivre cinq militants à propos de la dernière lutte sous l'inculpation « d'entrave à la libre circulation d'aéronefs » (loi contre les pirates de l'air !), avec au bout,

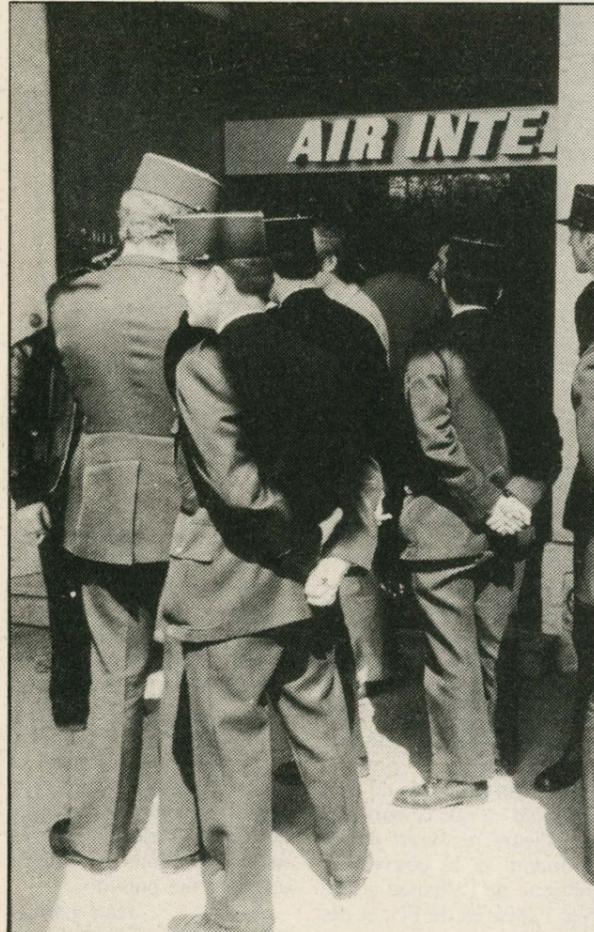
Deux listes CFDT s'affrontaient au deuxième tour des récentes élections de délégués du personnel à Air Inter : une, patronnée par le syndicat national des personnels des transports aériens privés (SNPTAP) et une présentée par la section syndicale de Paris-Orly-province de cette compagnie.

C'est une situation peu banale. Pour s'en expliquer, la section a tenu une conférence de presse.

La très grande majorité de la section est implantée dans le personnel ouvrier, en piste notamment. Affiliée au SNPTAP, elle en représente la moitié des adhérents environ. Elle a soutenu et participé activement à la lutte des travailleurs en piste qui s'est déroulée en novembre et décembre 1983. Cette lutte a plus ou moins été condamnée par le syndicat qui, explique la section, veut faire appliquer la ligne de « recentrage » de la direction confédérale, alors que la section y est opposée. L'enjeu du conflit de-



Intervention policière lors d'une grève.



signe auprès de la direction d'Air Inter de nouveaux délégués sans en référer à la section et dans la foulée dépose sa liste de candidats pour l'élection des DP qui suit. La section appelle au boycott du premier tour, appel suivi d'effet dans les 1^{er} et 2^e collèges, puis présente sa propre liste au second tour. Le SNPTAP décide alors d'en finir : exclusion du secrétaire et de la trésorière de la section, « démission » des délégués qui soutiennent les exclus. Une centaine d'adhérents des sections du syndicat d'Air Inter demandent la réintégration. Le congrès de l'union départementale du Val-de-Marne vote une motion dans ce sens : rien n'y fait.

Après le désaveu de la section, le syndicat va essayer le désaveu des travailleurs chez les ouvriers-employés : la liste présentée par la section obtient 26,97 % contre 18,87 % à la liste du syndicat malgré un vote uniquement par correspondance qui s'est étalé sur un mois. En 1983, la liste unique avait fait

espèrent-ils, condamnations et licenciements.

En attendant les militants veulent toujours la réintégration collective dans leurs droits et devoirs des responsables exclus et démissionnés et ils sont prêts à organiser avec le syndicat un congrès de section qui prouvera qui a la confiance des adhérents.

Ces militants dont certains ont quinze ans de syndicalisme CFDT derrière eux savent l'utilité d'être confédérés pour mener le combat avec l'ensemble de la classe ouvrière. C'est pourquoi ils veulent continuer d'avoir le maximum de liens avec la CFDT. Mais ils veulent continuer aussi à défendre les travailleurs comme ils l'ont toujours fait. Cela demande un outil syndical.

En menant une pratique aussi antidémocratique le syndicat et la fédération des transports qui le soutient prennent le risque d'une nouvelle division syndicale sur Air Inter, ce que tout militant attaché à la lutte de classes ne peut que regretter. Mais à qui la faute ?

A. Nozier

AQUITAINE-ALIMENTAIRE Les paysans contre la banque verte

Début 1983, quelques six cents paysans producteurs de tomates voient les traites correspondant à leur production de 1982 revenir impayées. La SICA Aquitaine-Alimentaire a fait long feu. Son directeur, ainsi qu'une bonne dizaine d'autres personnes sont inculpés, plus de cent ouvriers se retrouvent au chômage, la plupart des agriculteurs sont obligés de s'endetter pour maintenir leur outil de travail. Un Syndicat de défense des producteurs regroupant la FDSEA, le SDTP (travailleurs paysans) et les inorganisés se constitue afin de trouver rapidement une solution au paiement des traites. (Voir Rouge du 22 juillet 1983)

Début 1984, après un an de lutte, les producteurs d'Aquitaine-Alimentaire sont enfin reconnus « créanciers privilégiés » comme le sont les salariés d'une entreprise pour leurs salaires. Cette décision ne plaît pas du tout au Crédit agricole, qui entend bien récupérer ses billes avant tout et qui fait un « contredit » à cette décision.

Le 24 mai dernier, un jugement définitif devait être rendu, le Syndicat de défense avait appelé les producteurs à se mobiliser. Sous la pression du Crédit agricole, le jugement est reporté au 11 octobre : toujours pas de paiement en vue pour les producteurs. Immédiatement, le Syndicat de défense décide de se rendre au Crédit agricole pour demander des explications.

Devant le refus de la direction de le recevoir, les agriculteurs décident d'occuper des locaux. La FDSEA a vite fait de choisir son camp, se désolidarise de cette action, se retire du Syndicat de défense et apporte son soutien à la « banque verte ». Dès le deuxième jour de l'occupation, il est annoncé que le jugement sera finalement rendu le 5 juillet. Une première victoire pour les producteurs.

L'occupation se prolonge trois jours de plus pour protester contre la position du Crédit agricole qui s'oppose au paiement des producteurs, en contestant la « créance privilégiée », et pour faire pression sur les pouvoirs publics et divers organismes concernés.

Ce qui est en jeu, c'est la reconnaissance du travail paysan et sa rémunération. La décision du tribunal pouvant faire jurisprudence, tout doit être mis en œuvre, pour qu'elle soit favorable aux agriculteurs. Les intérêts des banquiers doivent passer après ceux des paysans.

La fédération de la LCR du Lot-et-Garonne, leur a apporté son soutien politique et militant.

PTT Sanctionnés pour grève légale

Dans la Meuse, vingt-quatre agents des PTT viennent d'être sanctionnés arbitrairement pour avoir fait grève une heure dans le cadre de l'action nationale du 4 mai 1984.

Le chef du service départemental des PTT, réactionnaire notoire, avait déjà exercé pressions et menaces individuelles avant la grève en envoyant une lettre à chaque agent. Elle se distingue en sanctionnant ces vingt-quatre agents grévistes du centre de tri d'un « procès verbal 532 », suivi d'un avertissement qui peut avoir des répercussions sur leur notation et le versement des primes.

Un accès d'autoritarisme du supérieur hiérarchique est à la base de cet acte de répression caractérisée. Que l'on en juge : ce chef de service avait ni plus ni moins décidé, en toute illégalité, d'obliger les travailleurs à faire grève à une heure précise.

Ceux-ci, ayant refusé de se laisser intimider, furent sanctionnés de la manière la plus forte.

Il s'agit là d'une grave atteinte au droit de grève des travailleurs, qui plus est dans le secteur public, sous un gouvernement de gauche !

C'est encore plus grave lorsqu'on sait que cette fonctionnaire zélée peut s'appuyer — et elle ne manque pas de le faire — sur les propos de M. Mexandeu, ministre socialiste des PTT, pour justifier cet acte de répression. En effet, celui-ci, lors des grèves des postiers, en mars dernier, n'avait pas hésité à qualifier de « perverse » l'utilisation de la grève d'une heure, rendue possible par la loi Le Pors d'octobre 1982, et à menacer ouvertement les organisations syndicales de transformer cette loi.

Dans un communiqué commun, les syndicats CGT et CFDT des PTT de la Meuse protestent solennellement et demandent la levée immédiate des sanctions : « Assimiler le droit de grève à un acte de sabotage a de quoi laisser perplexes en régime démocratique et ce d'autant plus que la grève s'est déroulée dans le cadre de la loi Le Pors. »

Ils mettent en cause les compétences de ce chef de service, plus prompt à distribuer les sanctions qu'à tenir compte des revendications des travailleurs alors même que « la grève avait pour objet la sauvegarde des emplois en Lorraine et la défense du service public ».

Dans un communiqué à la presse le secrétaire départemental du syndicat CFDT-PTT déclare à juste titre : « Il nous semble extrêmement grave qu'un fonctionnaire aux ordres du gouvernement de gauche agisse dans la plus parfaite illégalité pour réprimer ceux-là mêmes qui ont porté le gouvernement au pouvoir. »

SNCF

Les fédérations syndicales gardes-barrières

Après un mois de lutte, les postés ont arrêté le mouvement pour l'application des trente-cinq heures en repos compensateurs. Les fédérations syndicales et le gouvernement ont donné un sérieux coup de main à la direction SNCF, les grévistes ont tiré bien des leçons qui ne resteront pas sans effets.

C'est le véritable « coup du lapin » que les fédérations CGT, CFDT, FGAAC (Autonomes) ont choisi pour casser le mouvement des postés qui échappait à leur contrôle depuis le 4 mai. Les préavis de grève déposés par la CFDT et la FGAAC le lundi 28 mai pour le 3 juin étaient retirés le mercredi 30, à la suite d'une rencontre avec la direction de la SNCF, dont les résultats sont pourtant à cent lieues de satisfaire les revendications des aiguilleurs, des agents des chantiers de manœuvre ou de triage. La CGT retirait dans le même mouvement son mot d'ordre pour le 5 juin. Les fédérations qui se font tirer l'oreille pour réaliser l'unité dans la lutte, reconstituaient en un tour de main l'unité contre la grève.

Estimant sans doute que les débrayages quotidiens avaient cessé de s'étendre et ne risquaient plus de « toucher d'autres centres », elles ont choisi, en milieu de semaine, d'effacer toute perspective de relance de l'action au début de la semaine suivante. « Ce sont bien nos fédérations, conclut un gréviste, qui ont apporté le sou-

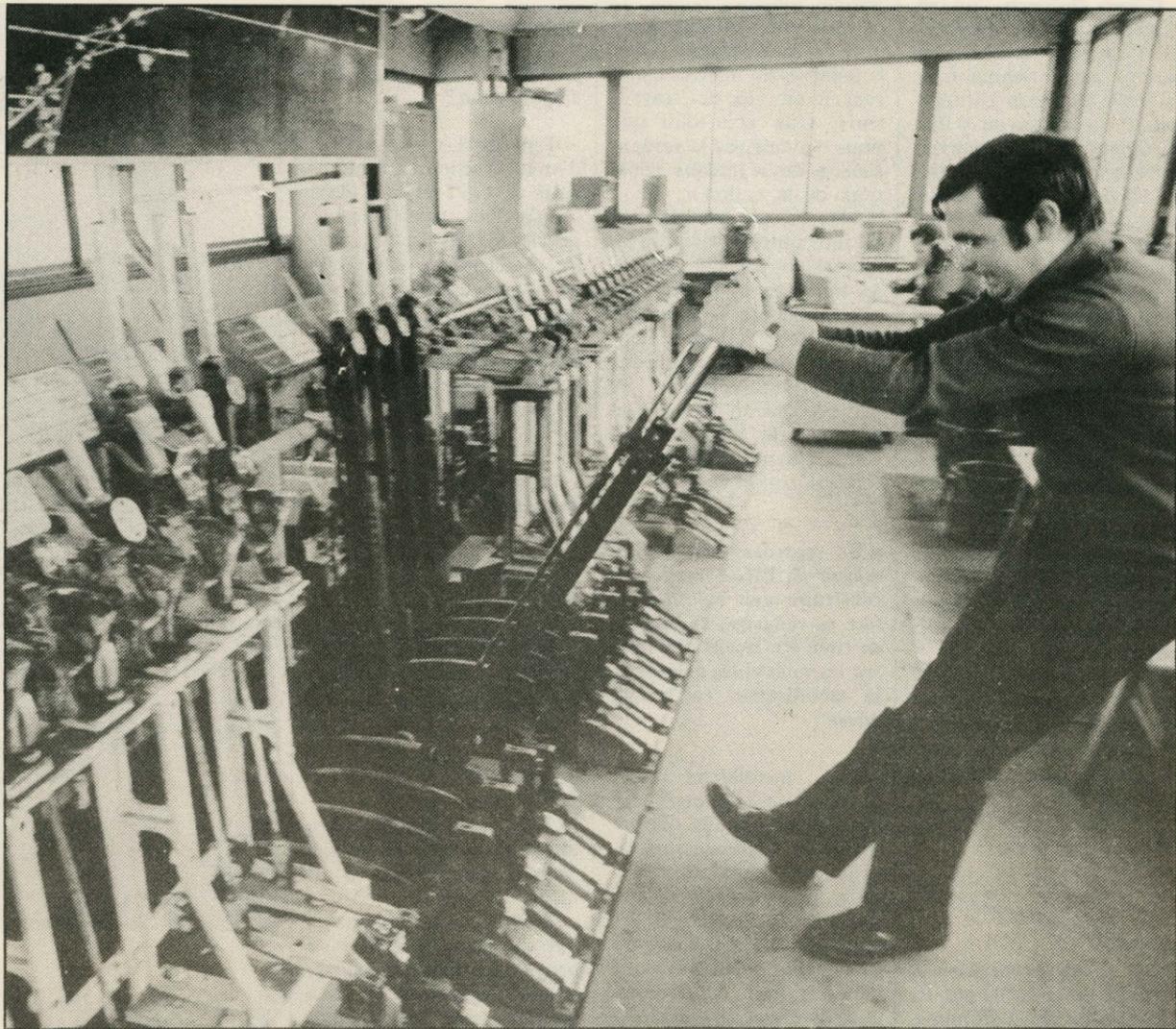
tien le plus efficace, dans la lutte, à la direction SNCF ! »

La CFDT cherche même sur ce terrain à rattraper la longueur d'avance prise par la CGT, au lendemain des incidents du 16 juin à la gare Saint-Lazare. Henri Krassucki baptisait alors les cheminots en lutte de « *commandos d'irresponsables* », éclipsant ainsi les manipulations de la direction (voir *Rouge* du 25 mai 1984).

Dans le dernier numéro de *Syndicalisme hebdo* (hebdomadaire de la CFDT), celle-ci rappelle, certes, qu'« elle a mis l'accent sur les responsabilités de la direction de Saint-Lazare le 16 », mais souligne aussitôt qu'« une action dirigée contre la direction pouvait se retourner contre les cheminots », puis critique les débrayages qui entraînent un « *blocage aux heures de pointe* », et conclut : « *c'est ce qui a certainement valu les dérapages mis en exergue par certains médias* ». Match nul, chez les cheminots les cotes des fédérations syndicales sont en baisse, blanc bonnet et bonnet blanc !

Assemblée générale, comité de grève

Lundi 4 juin, les débraya-



ges avaient cessé dans la plupart des dix-huit régions touchées par la grève. Seuls plusieurs centres du réseau de Saint-Lazare, de la région de Lyon ou de Reims continuaient l'action. « *Si on ne reprend pas maintenant, cela*

va s'arrêter tout seul. » Lundi midi, dans la salle des bagages de la gare d'Asnières, les grévistes du réseau de Saint-Lazare tiennent leur assemblée générale. Un militant CGT, responsable du comité de grève vient de faire le point de la situation.

« *Notre lutte est loin d'être un échec, d'autant que nous l'avons menée indépendamment des fédérations et même contre elles.* » Un militant de l'URP-CFDT résume les propositions de la direction SNCF à la dernière réunion, vendredi 1^{er} juin : il n'est pas question d'aller au-delà des cent dix-neuf repos, « *c'est une consigne nationale* » (Les trente-cinq heures avec repos compensateurs, que réclament les postés, pourraient donner droit à cent trente-six journées pleines !). Mais les réductions quotidiennes du temps de travail pourront être cumulées en fin de roulement, le dernier poste ramené à quatre heures au lieu des cinq heures de règle jusqu'à présent. C'est une ouverture, même si elle reste très minime.

La discussion s'engage, chacun a son mot à dire, pèse la situation, les propositions les mieux adaptées, pour préserver la profonde unité qui a marqué le mouvement durant plusieurs semaines.

Le comité de grève était désigné par l'assemblée gé-

nérale pour la conduite de l'action entre deux réunions. Au moment où l'arrêt du mouvement leur paraît être la seule issue responsable, cette expérience-là pèse lourd. « *Elle nous place aujourd'hui*, explique un responsable du comité de grève, *dans une situation bien meilleure qu'hier, pour les luttes que nous entamerons demain.* » Les contacts entre grévistes étaient réguliers ; les tournées de postes, de chantiers permettaient d'informer et de mobiliser les agents en lutte, sans relâche ; des liens permanents se sont tissés entre les différents réseaux, nord, sud-ouest, ouest... facilitant la centralisation du mouvement, son appréciation par les cheminots de chaque centre.

ligne de partage

« *On a appris qui était de notre côté, et qui est contre nous* », « *Nos revendications se sont heurtées à la direction générale et au soutien du gouvernement. Pour gagner, il fallait un mouvement national.* » Pendant plus d'une heure, les postés font un premier bilan de leur grève, les uns vont retourner « en quart », les autres en sortent. Ils décident à la quasi-unanimité de stopper les débrayages quotidiens ma.di à minuit, de refuser pour le

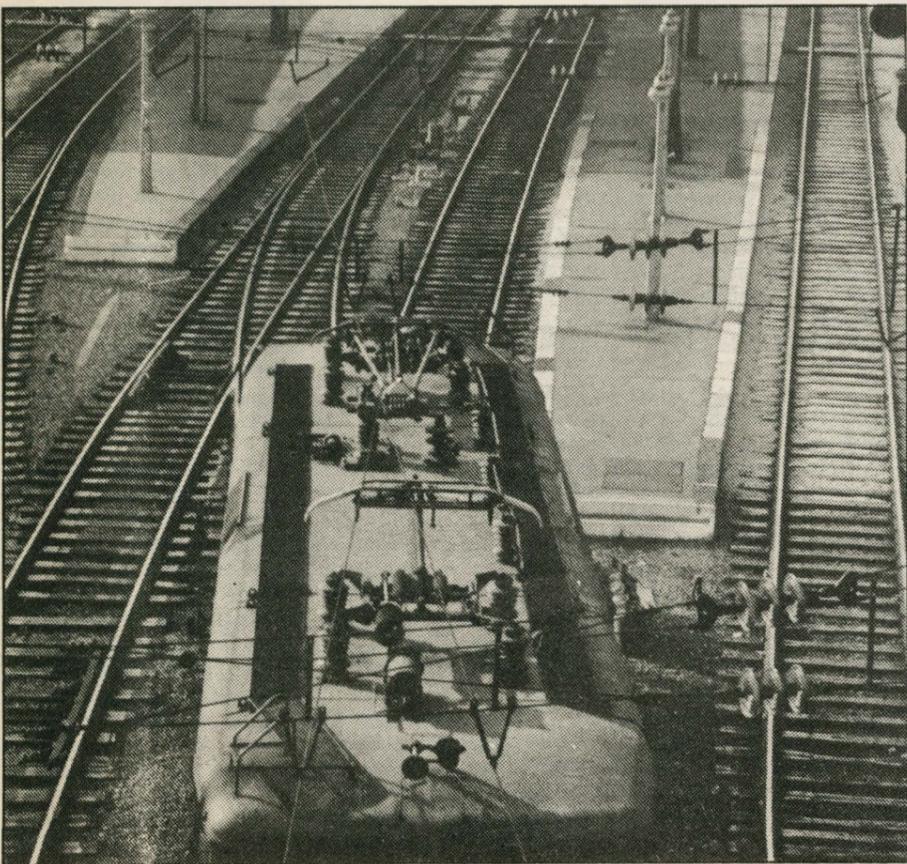
moment l'application des nouveaux roulements calculés sur la diminution quotidienne du temps de travail.

Ils tireront, ensemble, les leçons de leur grève, par écrit, pour tous les cheminots.

Les fédérations syndicales ont eu, provisoirement, le dernier mot et peuvent se féliciter d'avoir saboté les débrayages des aiguilleurs et des agents des chantiers. La prise en charge de la lutte par les travailleurs eux-mêmes, différenciée à l'échelle du pays — Saint-Lazare est un des exemples les plus avancés — n'a pas été assez puissante pour déjouer les manœuvres des appareils syndicaux, enraciner la lutte, l'étendre à toutes les régions, toucher l'ensemble des filières, des agents de conduite, des gares, des services commerciaux...

Mais les revendications posées par les aiguilleurs demeurent. La grève a été pour tous une leçon de choses. « *Il va falloir démontrer sans relâche aux collègues que c'est bien l'action du 16 qui a contraint la direction à reculer en partie sur le temps de travail de la dernière équipe*, conclut un gréviste, *les journées d'action des 24 et 25 mai n'y sont pour rien.* »

Michel Morel



SYNDICATS

Entretien avec Gilbert Declercq

Gilbert Declercq, l'un des dirigeants de la minorité CFTC puis de la CFDT ne partage pas l'orientation de l'actuelle direction confédérale. Il l'a fait savoir publiquement (*Résister* de janvier 1984 et *Témoignage chrétien* du 10 mai 1984). Une telle prise de position est en elle-même d'une grande portée politique. Non seulement pour la CFDT mais plus largement pour le mouvement syndical.

D'une longue interview, dont l'intégralité paraît ce mois de juin dans *Critique communiste*, nous avons extrait quelques passages. Avec le regret d'appauvrir certaines explications, nourries d'exemples. Et avec l'impossibilité de traiter ici en même temps des questions de stratégie syndicale immédiate et des objectifs généraux

« Le syndicalisme, c'est la défense des intérêts des travailleurs. »

d'expropriation et de prise de contrôle par les travailleurs de l'économie que le mouvement ouvrier, explique Gilbert Declercq, doit se fixer.

Sous sa forme présente, il nous a cependant paru intéressant de la publier.

● Pour réagir devant la confusion créée au nom d'idées prétendues « modernes », je voudrais commencer par une question très simple. Comment définis-tu le syndicalisme ?

Le syndicalisme a une vieille définition qui me

semble toujours bonne. Je ne vois vraiment pas pourquoi on la changerait. C'est la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs. Cela veut dire que nous n'avons pas la responsabilité des « intérêts généraux de la nation ».

Nous avons un rôle qui est tout simple : défendre les intérêts des travailleurs. Car les travailleurs ont des intérêts à défendre, face aux patrons, face à leurs employeurs. Et le syndicalisme c'est le regroupement : au lieu que chacun défende son *beefsteak*, les gens s'organisent en syndicats et se défendent collectivement.

● En regardant vers l'Allemagne où l'IG-Metall a su construire une mobilisation face au chômage, ne peut-on en tirer des leçons générales sur les voies et les moyens de la mobilisation en France même ?

Les travailleurs allemands nous donnent une sacré leçon. Plutôt que de parler de « partage du travail », qui a une allure un petit peu défensive, qui sous-entend le partage des revenus, ils présentent les trente-cinq heures d'une manière vraiment dynamique. Ils disent : « Nous voulons les trente-cinq heures. » Il y a là une belle leçon. Il est vrai qu'ils bénéficient d'une centrale unique : cela doit être plus facile...

Mais, en France, la CGT, FO et la CFDT disent « Nous voulons les trente-cinq heures. » Cela devrait pouvoir être un objectif commun. Et on n'arrive pas à avoir des luttes communes pour cet objectif. Il ne faut pas dire en effet : « Partageons le travail. » Il faut dire : « Exigeons les trente-cinq heures », comme nous nous

sommes battus pour les quarante heures.

● Et du point de vue des formes d'action ?

Tant qu'il n'y aura pas d'unité d'action, au moins entre la CGT et la CFDT, on n'arrivera pas à déterminer des formes d'action réellement efficaces, parce que les travailleurs n'y croieront pas (...).

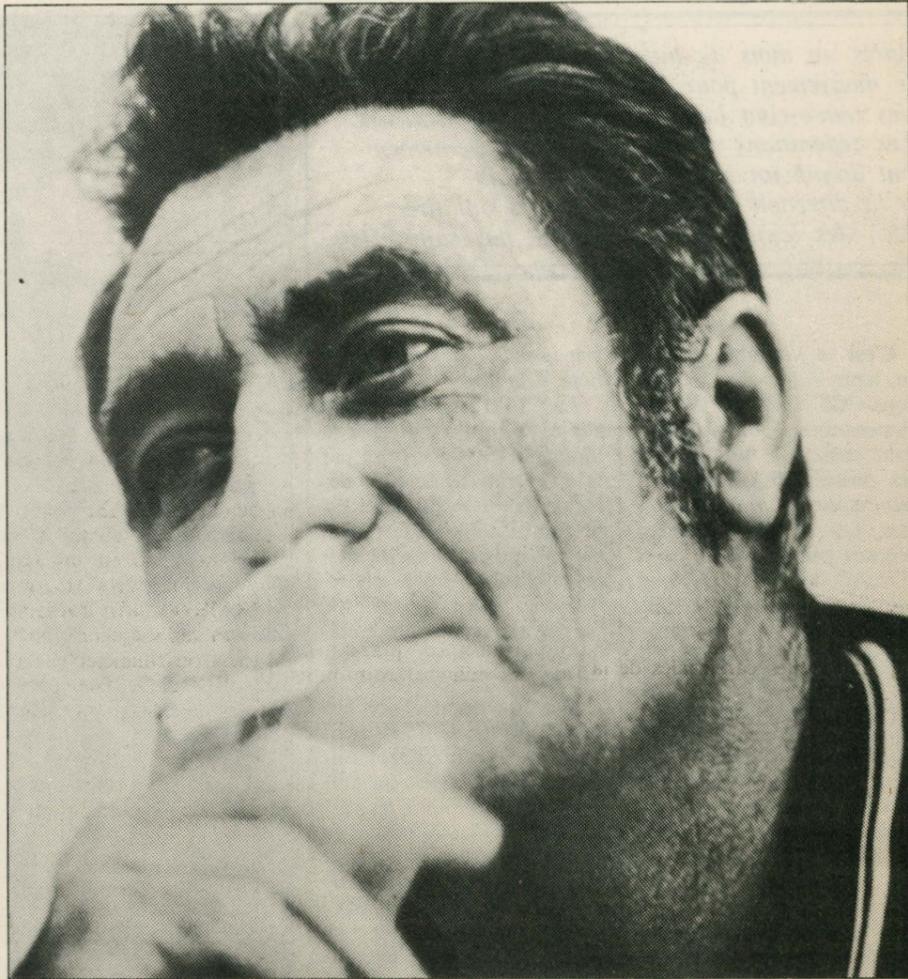
● Pour mobiliser, est-il acceptable d'opposer les trente-cinq heures et la défense du pouvoir d'achat ?

Je pense que les deux revendications

« Les travailleurs allemands nous donnent une sacré leçon. »

doivent être mises en avant ensemble. Mais il faut préciser comment.

D'abord, soulignons-le, dire de façon générale « on accepte une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs », ça ne passe pas. Les travailleurs se rendent bien compte de leurs problèmes réels ! Par contre, dans une entreprise donnée où il y a des difficultés considérables que personne ne nie, si une discussion a lieu dans l'entreprise avec les travailleurs consultés en permanence, il peut arriver que ceux-ci adoptent une position du type : « On va diminuer la durée du travail pour éviter les licenciements mais on sait que cela entraînera une baisse du pouvoir d'achat au moins un certain temps. »



Cela n'est pas un axe revendicatif général, mais le cas d'une entreprise donnée, à un moment donné. Et je fais confiance aux travailleurs pour en décider (...).

Cela ne peut en rien être une espèce d'orientation générale qui me semble contraire à ce que veulent les travailleurs : ils veulent un emploi et un pouvoir d'achat au moins stabilisé. Au plan national, on ne peut pas mobiliser en disant : « on veut une baisse de la durée du travail et du pouvoir d'achat ». Les gars ne se battent pas pour ça.

● Dans cette perspective de construction de l'unité et de la mobilisation d'ensemble, des syndicats se regroupent parce qu'ils sont en désaccord avec l'orientation confédérale. Toi-même, que penses-tu de ces phénomènes de débats et de regroupements au sein de la CFDT ?

Je pense que la CFDT est une organisation très ouverte où les points de vue différents doivent pouvoir s'exprimer. J'ai lu ce qui se dit dans la presse... Je pense que cela doit se faire de façon démocratique. Il ne peut s'agir d'individus qui se regroupent mais d'organisations, si elles l'estiment nécessaire. Un syndicat, une union locale, par exemple, ont un point concret de désaccord avec la confédération ? Si jamais une autre organisation syndicale a les mêmes points de vue ils doivent pouvoir déposer en-

semble des motions, des amendements, des résolutions.

Ceci dit, cela n'a pas été ma démarche dans les articles que j'ai publié et que tu as cité.

Si des militants veulent donner, en tant que tel, leur point de vue dans un journal, ce n'est pas un regroupement syndical.

« L'unité d'action, en priorité de la CFDT et de la CGT, est indispensable. »

Il faut qu'on distingue le point de vue de militants, qui s'expriment librement sur des sujets de désaccord. Ce ne saurait être une tendance ou une contestation de caractère organique à la CFDT. Par contre, s'il s'agit de points de vue syndicaux différents, cela doit être fait d'une manière démocratique, à partir des positions des structures syndicales, et non pas seulement à partir des points de vue individuels. Toutes les organisations démocratiques connaissent cette situation.

● Cela ne te paraît pas du tout choquant que plusieurs dizaines ou centaines de syndicats se regroupent pour discuter de l'orientation confédérale dès lors qu'ils

considèrent que celle-ci ne va pas ?

Si des organisations syndicales se mettent d'accord sur une certaine orientation, de la même manière et avec le même respect de la démocratie que ce fut le cas pour la minorité de la CFTC, cela ne me semble pas choquant. Evidemment, des organisations comme celles-là ont intérêt à ne pas se contenter de critiquer mais à faire des propositions concrètes, des propositions réalistes si elles veulent avoir du crédit.

● Une fois précisé ce que tu penses des regroupements d'opposition entre structures syndicales, il vaut la peine de s'arrêter un moment sur les questions ou les critiques que tu as à adresser aux activités de la Ligue, ou des militants de la Ligue dans les syndicats. Tu avais d'ailleurs saisi l'occasion de ton article dans « Résister » pour signaler cette interrogation...

Il y a un débat de fond avec les camarades de la Ligue, et pas seulement avec la Ligue. C'est un débat de tout le mouvement ouvrier depuis cent ans ; il porte sur le rôle respectif des syndicats et des partis.

Un certain nombre de camarades ont la conviction que le parti politique est une avant-garde qui connaît mieux que tout le monde



METALLURGIE-PARAPETROLIER-CHERBOURG

Chantier surveillé

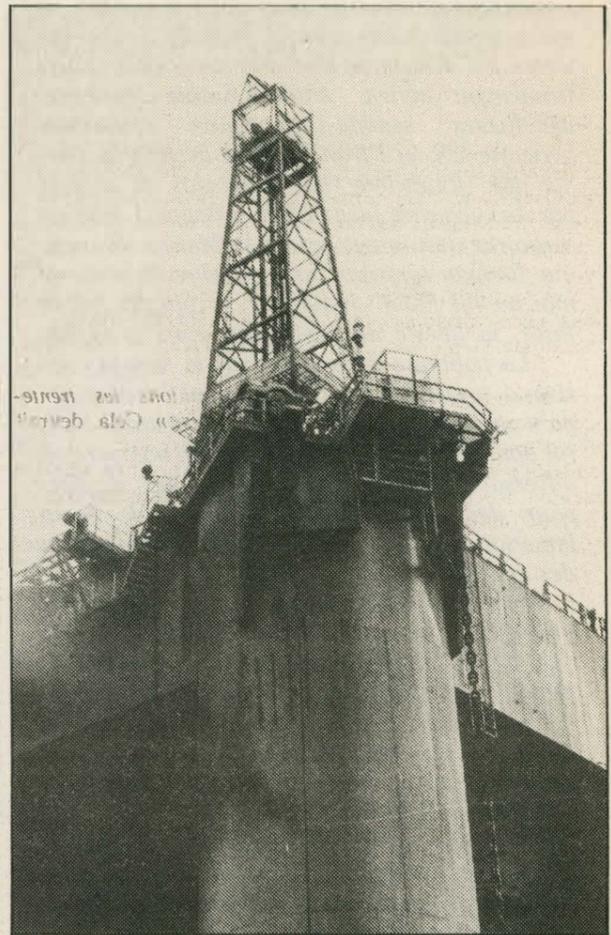
licitant notamment « de l'attitude hautement responsable des militants CGT de l'UIE qui font des propositions constructives de manière à maintenir l'emploi. » La CGT-construction appelle tous les travailleurs de la profession « à exprimer leur soutien sous toutes les formes qu'ils jugeront utiles. » L'union desection CFDT est « solidaire des travailleurs de l'UIE dans leur combat pour le maintien de l'outil de travail », l'union locale CFTC assure les travailleurs et leur famille de son soutien.

Grenouillages et dents longues

Les grenouillages des actionnaires du groupe font régulièrement des bulles dans la presse. Notre faute à nous ? Mais non, « c'est l'autre », déclarent en chœur la Compagnie française des pétroles et Paribas, s'élevant contre les commentaires « visant à laisser

Reçus plusieurs fois au ministère, les représentants de la CGT n'ont constaté jusqu'à présent, chez ceux qui les écoutaient, qu'une incapacité complète à donner quelque réponse claire que ce soit.

Les financiers de la mer ont de ces dents ! Au moment où les travailleurs de l'AMREP sont sous le coup des huit cents millions de pertes de leur groupe : le secrétaire du comité central d'entreprise du groupe Nord-Méditerranée (chantiers navals de Dunkerque, La Seyne, La Ciotat) vient de déposer plainte « contre X avec constitution de partie civile... » Après examen attentif, il y a une modique différence de deux milliards entre les résultats du groupe, et l'évaluation des apports à sa fondation en 1982. Toutes ces sommes passent bien quelque part, non ? Les travailleurs de l'AMREP, comme ceux du Nord-Med, ne retrouvent, eux, que des notes de licen-



penser que ce sont eux qui ont rendu inévitable le dépôt de bilan de l'entreprise parapétrolière ». Elf, jugerait pour sa part, « déplorable » que l'AMREP disparaisse et serait prête à prendre une participation de 15 % dans le groupe. Bouyghe — trust privé à la différence des compagnies précédentes — reste silencieux, en embuscade, attendant vraisemblablement les restructurations qui risquent de conclure la liquidation judiciaire, pour se saisir morceau par morceau des pièces du groupe qui l'intéressent.

ciements. Pour la CGT de l'UIE Cherbourg, les pouvoirs publics doivent « prendre leurs responsabilités et donner au conflit une solution pétrolière. » Elf, Paribas, la CFP, groupes nationaux sont actionnaires du groupe. « Nous voulons recevoir des garanties du gouvernement. Il y va d'abord de notre survie », explique P. Vautier, responsable de la CGT, avant d'exiger la mise sous tutelle d'AMREP, avec garantie des emplois, par Elf ou la CFP.

Michel Morel

la vie du syndicat en empêchant les discussions ?

Non ! Parfois cela peut même créer l'occasion d'une discussion utile. Mais, en revanche, cela peut amener des camarades, qui sont des militants valables, à se faire rejeter même s'ils amènent de bonnes idées. Il peut y avoir du sectarisme dans les deux sens. Celui des gens qui viennent avec leurs idées toutes préparées. Et celui des gens qui disent : « puisqu'on sait que tu es à la Ligue, tout ce que tu diras c'est des conneries. » Un grand nombre de militants qui n'approuvent pas la démarche confédérale actuelle sont parfois inquiets de la manière dont les camarades de la Ligue agissent. A tort ou à raison.

● C'est donc un débat qu'il faudra à la fois mener au niveau des pratiques et au niveau des principes.

Il faudrait, pour le moins, que la Ligue s'explique davantage. Qu'elle dise en quoi le point de vue de Lénine en 1920 lui semble mauvais, en quoi elle le désapprouve. En quoi l'attitude des militants communistes dans la CGT est mauvaise, parce qu'apparemment c'est la même voie.

● Et bien, c'est un vrai débat !

Un très bon débat, qui peut enrichir le mouvement ouvrier.

● Pour nous, il sera plus facile à mener comme organisation avec des gens qui nous reconnaissent comme un courant du mouvement ouvrier.

Propos recueillis par Pierre Rème



Les malversations financières du patron signifient menaces de licenciements pour les ouvriers de l'UIE. Ils retiennent la dernière plate-forme construite sur le chantier, réclament la nationalisation de l'entreprise, sous tutelle des groupes pétroliers nationaux.

« Les requins tournent autour de la barque qui chavire. On ne se laissera pas manger comme ça », résume un ouvrier de l'UIE. Depuis deux semaines, le chantier est sous surveillance, les travailleurs débrayent quotidiennement pour faire le point. La mise en liquidation judiciaire du groupe AMREP, afin d'effacer les huit cents millions de francs de trou financier caché par son P-DG, fait peser de lourdes menaces sur leur emploi.

Sur le Yard, (le site : à l'UIE, on utilise des mots anglais avec un certain plaisir...) le Heimdal, jacket (plate-forme) de 20 000 tonnes, est gardé en otage. « Il

ne bougera pas tant que nous n'aurons pas obtenu de garanties. » Six cents métallos, le double en comptant les intérimaires et plus encore avec les sous-traitants, sont le dos à la mer, et paient les premiers les filouteries du P-DG d'AMREP !

L'UIE est plus qu'un symbole, dans une agglomération où le chômage s'est accru de 21 % en 1983. Le conseil municipal de Tourlainville (commune où est située l'UIE), a voté à l'unanimité — moins quatre abstentions, celles du RPR —, une motion de soutien aux travailleurs en lutte. L'union locale CGT témoigne de sa solidarité dans un communiqué, se fé-

Critique Communiste
revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire
30 ans
juin 84 14 fr.

Sommaire
Oui, les 35 heures, pour l'Europe des travailleurs !
Un entretien avec Gilbert Declercq
FORCE OUVRIERE
Dérive du PCI lambertiste
Portugal : Les leçons d'avril
Débat
Contribution de la LOR

VIENT DE PARAÎTRE

En vente auprès des militants ou à la librairie La Brèche rue de Tunis 75011.

l'objectif à poursuivre et le chemin pour y aboutir. Cela les amène donc à considérer que les autres associations sont un peu des courroies de transmission qui relient la masse au parti.

Une telle conception fait qu'on a le sentiment que les camarades, et notamment ceux de la LCR, préparent leur réunion de syndicat et s'arrangent, par des interventions programmées, pour orienter le syndicat vers l'objectif qu'ils s'étaient politiquement tracés. Je ne mets pas en cause leur honnêteté, ni leur sens socialiste. Je mets en cause la stratégie fondamentale, car je pense que le syndicat a sa propre autonomie en ce qui concerne l'objectif et les moyens pour

« La Ligue devrait clarifier ses positions sur les rapports syndicat-parti. »

y parvenir. C'est dans ce sens-là que j'ai dit que les camarades de la Ligue qui sont dans la CFDT, au fond, reprochent moins à l'équipe dirigeante actuelle d'avoir une démarche politique déformant et paralysant le syndicat que d'avoir une démarche politique autre que celle qu'ils souhaitaient.

Vous ne pouvez pas oublier que Lénine a écrit, en 1920, que les fractions devaient prendre la direction des syndicats.

Voilà, en tout cas, comment vous êtes perçus. Est-ce une divergence sur le fond ou sur la pratique ?

C'est à voir. Mais il est certain que les camarades de la Ligue doivent faire attention à la façon dont ils sont perçus.

● Tu crains que cela stérilise

« UIE vivra », les travailleurs du chantier manifestent dans Cherbourg. Une solide détermination... au moment où plane la menace d'intervention policière.



IRAK - IRAN

Un pas de plus vers
l'intervention US

Le conflit mettant aux prises l'Irak et l'Irak depuis quarante-cinq mois poursuit son escalade. Les troupes iraniennes, qui occupent une partie des îles Majnoun après leur offensive de février, se préparent à une nouvelle offensive terrestre contre la ville irakienne de Bassorah. Côté iranien, les bombardements contre le territoire adverse font des centaines de morts parmi la population civile.

Ce qui inquiète le plus les capitales occidentales, ce n'est pas le lourd bilan du conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale. L'inquiétude provient des conséquences régionales des affrontements, qui pourraient déboucher sur une véritable guerre dans tout le golfe Persique.

L'Irak impose un blocus renforcé du terminal pétrolier iranien de Kharg où des tankers continuent de venir s'approvisionner. Une vingtaine de navires ont subi les bombardements de l'Irak ou de l'Iran. Téhéran menace de paralyser toute la circulation dans le Golfe et a récemment atteint des navires saoudiens et koweïtiens.

Les Etats du Golfe, qui soutiennent l'Irak — et en premier lieu l'Arabie Saoudite —, s'engagent de plus en plus dans le conflit, ce qui pourrait n'être que le prélude à une intervention directe de leur allié américain. L'affrontement aérien entre l'Arabie Saoudite, bénéficiant semble-t-il d'une couverture aérienne US, et l'Irak dépasse de loin la simple aide financière (huit milliards de dollars par an) apportée jusqu'alors à Bagdad. Elle est conforme aux intentions de la Maison-Blanche que Reagan rappelait dans sa lettre du mois de mai au roi Fahd : maintenir, y compris par la force, la liberté de navigation dans le Golfe.

La politique de Reagan sur le terrain consiste à soutenir l'Irak, notamment en développant ses possibilités d'écouler son pétrole, sans lui donner les moyens militaires de balayer son adversaire. Cette attitude suscite des rivalités pour des contrats militaires dans le camp impérialiste, la France fournissant notamment des missiles Exocet à l'Irak.

La pièce-maitresse du dispositif impérialiste américain dans la région — plus que l'Irak qui entretient des relations avec Moscou — demeure les Etats du Golfe. L'écroulement de la monarchie Pahlevi en 1979 et la retraite des « marines » de Beyrouth n'ont fait qu'accroître leur importance stratégique.

Washington accroît ses livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite : avions-citernes, missiles et nouvel avion AWACS vont parvenir à Riad. La diplomatie américaine a posé comme condition à un engagement direct l'accès à des facilités militaires et une demande officielle d'intervention par le Conseil de coopération du Golfe.

Cette guerre, sur le dos des peuples de la région, peut déboucher sur une crise majeure et voir l'impérialisme américain tout mettre en œuvre pour maintenir son contrôle sur cette région stratégique. Le fiasco de l'opération de récupération des otages de Téhéran monté par Jimmy Carter pèse certes lourd avant les élections américaines. Son seul souvenir ne suffirait pourtant pas à arrêter le bras impérialiste.

Jean-Jacques Laredo

RFA

Le bras de fer

Fort du soutien des gouvernements d'Europe, le patronat allemand espère amener les syndicats sur son terrain : la flexibilité de l'emploi. L'IG-Metall est confronté au problème de l'extension de la grève.

La manifestation qui a réuni plus de deux cent mille travailleurs le 27 mai dernier à Bonn, malgré la pluie battante, aura constitué un succès pour le mouvement syndical allemand. Autour de la lutte menée par les métallurgistes de l'IG-Metall se sont regroupés les travailleurs de la chimie, des postes, du bâtiment, en riposte aux attaques patronales.

Le gouvernement d'Helmut Kohl n'a pas été épargné : « C'est un beau gouvernement, celui qui nous annonçait hier le changement, qui voulait blanchir les fraudeurs du fisc et qui supprime aujourd'hui toute aide aux victimes des mises en chômage technique », déclarait Ernst Breit, président de la confédération DGB.

Les négociations
se poursuivent

Fort de ce succès, l'IG-Metall a repris les négociations régionales à Stuttgart à partir du 5 juin. Le compromis qu'offrait le patronat, rebelle à la remise en cause du principe de la semaine de quarante heures, n'ouvrait la perspective d'un passage à trente-huit heures hebdomadaires qu'à certaines catégories. L'IG-Metall s'est trop avancée dans ce mouvement pour se contenter d'un résultat aussi mince. Il faut rappeler qu'à la suite de la grève de 1978, le syndicat de la métallurgie s'était engagé à ne pas présenter de revendication sur la durée du travail pendant une période de cinq ans. Ernst Eisemann, responsable régional de l'IG-Metall à Stuttgart, a présenté à la télévision la proposition d'une réduction graduelle de la semaine de travail : trente-neuf heures au 1^{er} octobre et trente-sept heures, sans réduction de salaire, en janvier 1985.

Les chances de voir ce nouveau round de négociation aboutir restent mitigées, vu la nature des enjeux. Le patronat menace d'étendre le chômage technique, le « lock-out d'attaque » pour reprendre l'expression de nos camarades, aux secteurs non touchés par les conséquences de la grève. Pour le patronat, il n'y a qu'une revendication nationale qui ne saurait être réglée dans une région puis

étendue à d'autres.

L'extension
du mouvement

La presse bourgeoise traduit l'inquiétude des répercussions du mouvement. Tout le monde attend l'issue de la bataille judiciaire pour l'indemnisation des lock-outés. La combativité n'est pas entamée mais l'impatience se fait jour dans les entreprises situées hors des régions en lutte. La question de l'occupation des entreprises est avancée par nos camarades du GIM (section allemande de la IV^e Internatio-

nale) dans leur journal, passé hebdomadaire et diffusé à vingt mille exemplaires. Cette forme de lutte reste hypothéquée par l'absence d'engagement de la direction du syndicat sur cette voie.

L'IG-Metall a pour l'instant une marge de manœuvre réduite par le caractère régional de la grève en cours. Aussi, l'une des questions qui se posent face à l'intransigeance du patronat ouest-allemand est celle de l'implication active des autres régions dans le mouvement par un vote en faveur de la grève.

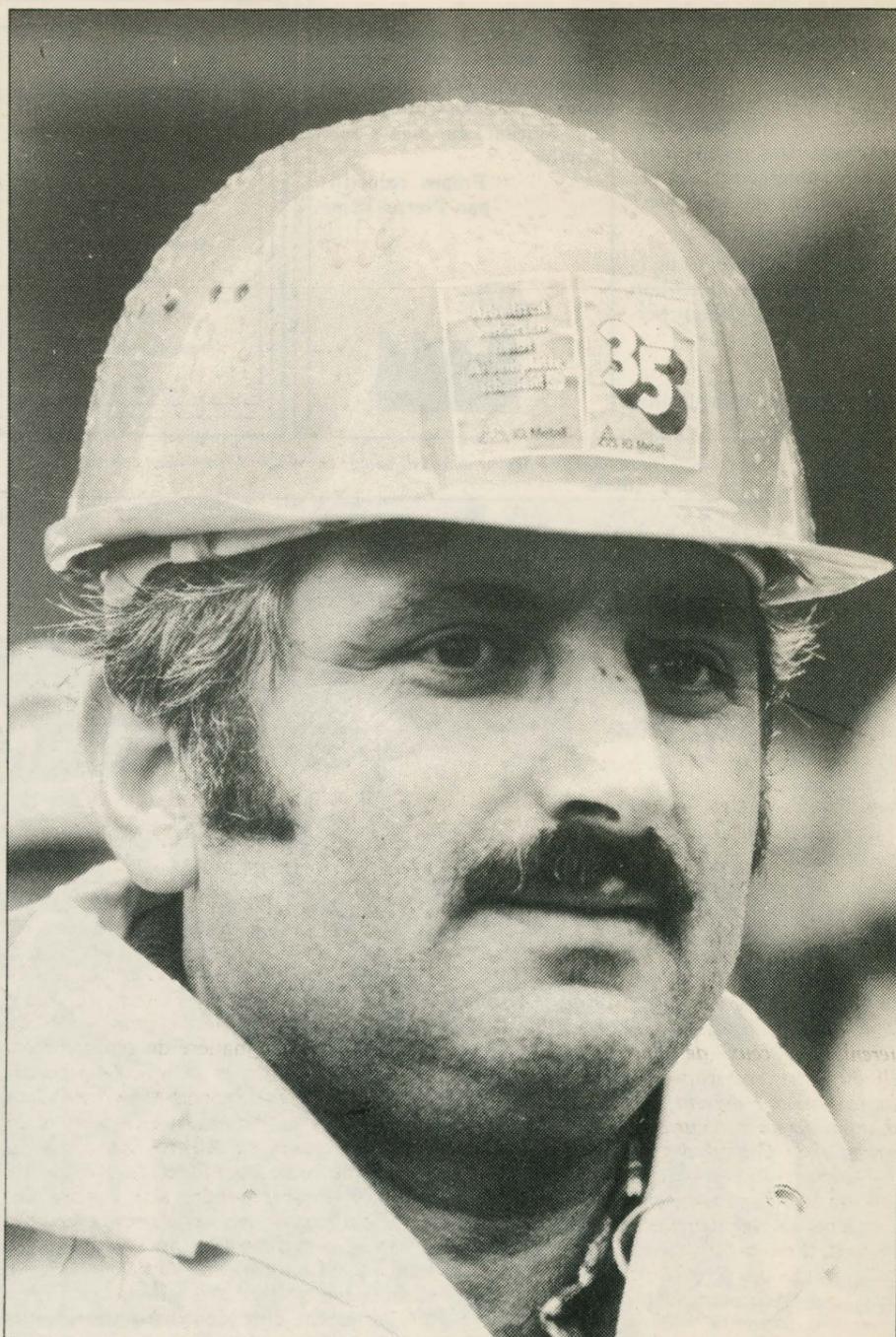
Développer
la solidarité
internationale

L'extension nationale se pose aussi pour les travailleurs de l'imprimerie dont le syndicat, l'IG-Druck, a lancé lundi dernier un appel à la grève qui a fortement perturbé la parution des journaux outre-Rhin. Bien qu'il ait également repris les négociations, l'IG-Druck

menace de lancer une grève nationale illimitée.

L'extension de la solidarité et du rapport de forces ne se pose pas qu'au niveau de la RFA. Les travailleurs allemands se battent aussi pour tous les travailleurs d'Europe. Une victoire serait un immense point d'appui contre les plans patronaux. Il suffit de voir la manière dont la presse française relate la grève des métallos allemands pour comprendre l'inquiétude du CNPF d'une possible contagion. Pour aider les grévistes de l'IG-Metall, il faut que s'organise autour de leur lutte la solidarité internationale. L'idée germe en RFA d'une conférence de presse organisée sur le terrain même de la lutte, dans le Bade-Wurtemberg, qui réunirait des responsables syndicaux européens autour des trente-cinq heures. Ce serait un premier pas pour une réponse de l'Europe des travailleurs à l'Europe de l'austérité.

Jean-Jacques Laredo



LES ENJEUX DES ELECTIONS EUROPEENNES (4)

Le « chacun pour soi » des PC

Dans leurs propositions sur l'Europe, les partis communistes se retrouvent en contradiction. Mais, leur attitude a au moins un point commun : elle détourne les travailleurs de combat contre une institution aux mains des multinationales.

L'Europe capitaliste en crise agit comme un révélateur sur les orientations des partis ouvriers réformistes. Dans notre précédent article, nous montrions comment la social-démocratie européenne, tout en se présentant comme la force motrice de la construction de la CEE, éclatait en une multitude de positions contradictoires, reflétant au bout du compte, les intérêts divergents des bourgeoisies nationales.

L'image que donnent, à l'occasion de cette campagne électorale les partis communistes, n'est guère plus reluisante. Ici encore, l'internationalisme est relégué aux oubliettes. Ce qui détermine la position de chacun des partis, ce sont ses intérêts propres d'appareil, les formes de son insertion dans le cadre national et l'adaptation aux exigences de sa classe dominante.

Comme en 1979, on voit les différents PC s'opposer pratiquement dans la définition de leur politique à l'égard des institutions communautaires. Si les partis italien ou belge plaident pour l'accélération de « l'intégration européenne », celui de Marchais comme son homologue hollandais rejettent totalement toute supranationalité. De même, le PCF, hostile à l'élargissement du Marché commun, s'oppose au PC espagnol qui y est traditionnellement favorable. Enfin, le parti britannique prône la sortie pure et simple de Londres de la Communauté. Nous nous contenterons ici d'étudier les positions des deux principaux PC représentés à l'Assemblée de Strasbourg : l'italien et le français.

Berlinguer comme Saint-Paul

La formation d'Enrico Berlinguer a, depuis le début des années soixante, fait le choix de l'Europe. Telle fut la concrétisation de sa stratégie de « voie italienne au socialisme » puis de « compromis historique ». Plus le PCI s'engagea dans la collaboration avec la classe dominante et son principal parti, la Démocratie chrétienne, plus il fut amené à amplifier ce choix.

Voici par exemple, comment Giancarlo Pajetta, responsable international du PCI définissait sa position en 1979 : « Ce qu'il faut, c'est une organisation qui puisse réellement agir, qui soit basée sur un transfert de pouvoir accordé par les gouvernements et parlements des Etats membres et puisse ainsi traiter des problèmes cruciaux que les Etats nationaux ne peuvent traiter tout seuls. Ce pouvoir multinational doit être garanti aux yeux des peuples des Etats membres, par un contrôle démocratique ferme qui pourrait être exercé directement par le Parlement européen s'il avait des pouvoirs bien plus larges que maintenant. Comme nous le voyons, ces pouvoirs multinationaux doivent être très différents de ceux de l'actuel Conseil de l'Europe. Les prérogatives du Parlement et de la commission doivent être renforcées et il doit y avoir un meilleur équilibre entre ces organes et le Conseil des ministres. »

Comment mieux décrire l'adaptation totale du PCI aux exigences des secteurs performants du capitalisme italien. Dans ces propos, il n'y a plus la moindre trace d'un programme de défense des revendications ouvrières. Acceptant la logique de « l'intégration européenne », le principal parti ouvrier d'Italie fait donc également siennes ses

conséquences économiques et sociales. Il se fait le meilleur défenseur de la compétitivité des forces européennes, c'est-à-dire de la restructuration de l'appareil industriel et de l'harmonisation des politiques d'austérité.

Pajetta expliquait en septembre 1978 : « Je ne crois pas que la transformation socialiste de l'Europe soit à l'ordre du jour. » Alfredo Reichlin, membre du comité central du parti donne aujourd'hui la mesure de ces paroles : « Il faut organiser le développement en sortant du chacun pour soi européen. Il faut méditer l'exemple du développement japonais fondé sur la discipline de la recherche et la relance du marché intérieur qui réduit la dépendance aux importations. Une condition : renoncer aux règles d'un libéralisme dépassé pour élaborer des program-

Le professeur Spinelli résume fort bien la situation actuelle du PCI : « Après avoir combattu le christianisme, Saint-Paul en devint le meilleur défenseur. Pour le PCI, c'est la même chose : s'il est vrai qu'il s'est converti bon dernier à la foi européenne, il est notoire que les décisions majeures du Parlement de Strasbourg ont été prises à son initiative. »

Les deux discours du PCF

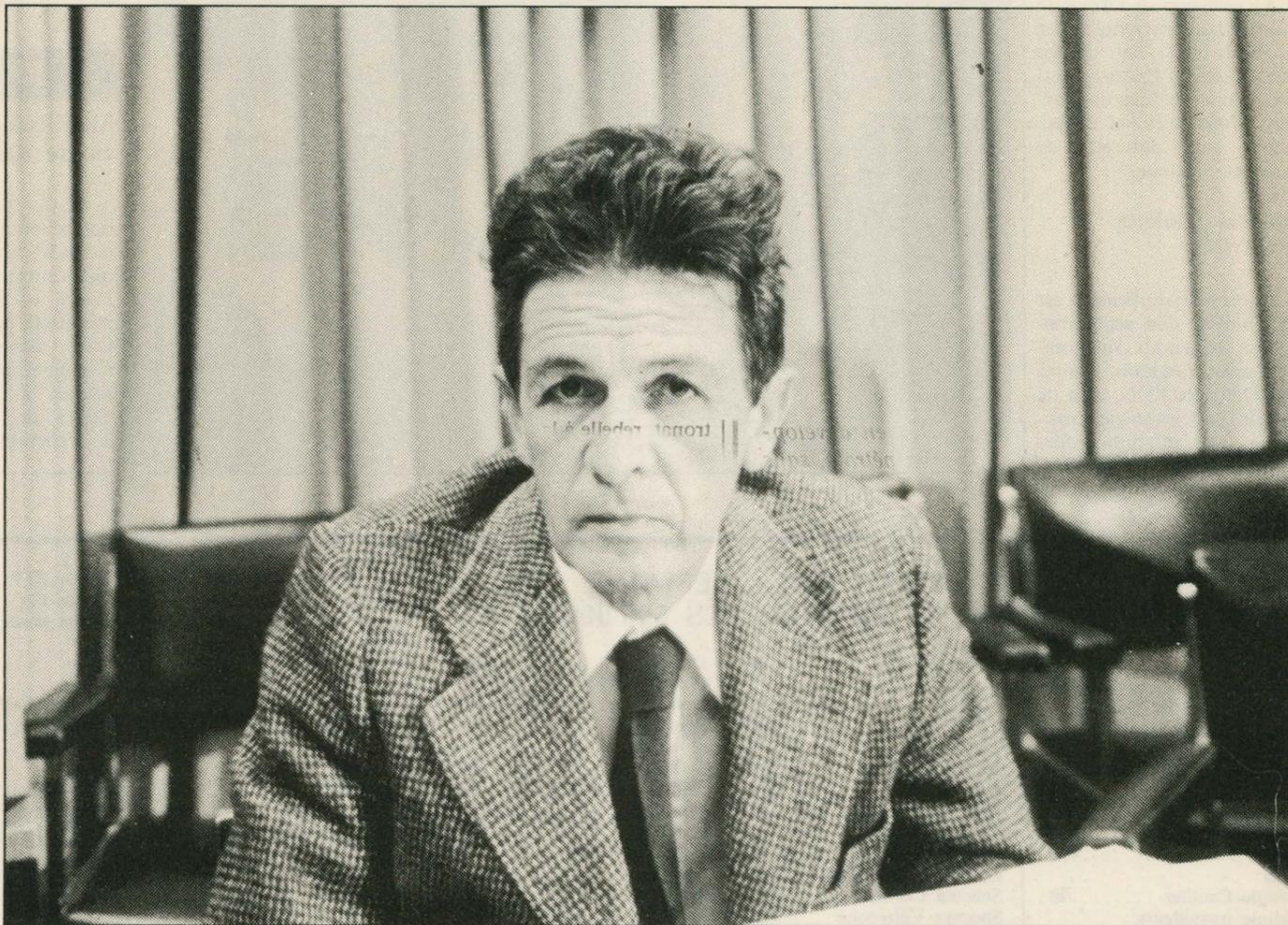
A l'inverse de cette attitude, le PC français a, dès la signature du Traité de Rome, dénoncé la CEE. Mais ce fut toujours au nom de la défense du « patrimoine national » contre le « abandon » de la grande bourgeoisie française. Mais la signature du Programme commun en 1972 et l'union avec le Parti socialiste conduisirent le PCF à accepter le cadre de l'Europe capitaliste, au début des années soixante-dix.

La rupture de l'Union de la gauche en 1977-1978, devait pourtant marquer le retour du parti à une ligne nationaliste exacerbée, dans laquelle se mêlaient la dénonciation du PS — « parti allemand » — et l'appel du pied aux secteurs

prospèrent, où les profits qui n'ont jamais été aussi élevés entretiennent le parasitisme financier, la spéculation, la fuite des capitaux : c'est l'Europe des plans de destruction de l'emploi et de la production. » (Economie et Politique, mai 1984).

Marchais et ses amis se gardent néanmoins de tirer toutes les conséquences d'une telle analyse. Il se refusent en particulier à remettre en cause le Marché commun capitaliste en tant que tel. « Par réalisme et par solidarité, écrit ainsi Dorothee Danset dans le revue économique du parti, les communistes veulent innover en Europe. Ils veulent une Europe sociale, une Europe de la coopération entre les peuples et les nations. Les règlements et les comportements des institutions communautaires doivent être réformés. Ceux-ci doivent être mis au service des coopérations industrielles en Europe, dissuader les pratiques contraires, jouer un rôle efficace de protection face aux importations excessives, contre les détournements de trafic, les alliances déstabilisatrices et régressives entre multinationales. » (Economie et Politique, mai 1984).

Mais que peut bien signifier un tel programme ? La CEE est correctement caractérisée comme un instrument « du capital et des multinationales ». Alors com-



mes communautaires dans les secteurs de technologie avancée et mener conjointement des programmes de recherche et de coopération. »

Qui, après cela, s'étonnera que ce soit de la délégation communiste italienne à Strasbourg que soient venues les propositions les plus avancées en matière de renforcement de la CEE ? Le projet de « traité d'union » auquel se référait François Mitterrand dans son discours au Parlement européen, le 24 mai, est l'œuvre de Altiero Spinelli, compagnon de route du PCI et élu sur sa liste en 1979. Pour répondre aux besoins des trusts européens, son texte prévoit l'accélération de la marche à la supranationalité en étendant l'autorité de la commission européenne (sorte d'exécutif de la CEE) et du Parlement européen au détriment des gouvernements nationaux.

« nationaux » de la bourgeoisie, à commencer par les gaullistes. « Non à l'Europe allemande », proclamaient ses affiches pour la campagne de 1979, tandis que plusieurs de ses responsables écrivaient, dans un ouvrage publié pour l'occasion : « Pour les hommes qui nous gouvernent comme pour les sociaux-démocrates faire l'Europe c'est défaire la France » (Europe : la France en jeu. Editions sociales).

La victoire de Mitterrand en 1981 et l'intégration du parti à la majorité gouvernementale entraînent un nouveau virage. Certes, les dirigeants communistes continuent à dénoncer le bilan de la CEE : « La communauté bâtie contre les peuples et les nations, au service du capital, des sociétés multinationales et des géants financiers, c'est l'Europe de la crise et de la casse ; c'est l'Europe de l'échec où les grosses fortunes

ment construire « l'Europe sociale », sans rompre avec cette institution, sans opposer à la logique du profit capitaliste qu'elle incarne, celle de la satisfaction des besoins des salariés ? La PCF peut difficilement assumer cette dynamique anticapitaliste, qui serait profondément contradictoire avec la politique que cautionnent ses ministres au gouvernement.

On le voit, bien qu'en contradiction complète, les positions des partis communistes ont comme point commun de détourner les travailleurs des véritables objectifs de mobilisation et de les engager dans une impasse lamentable à l'heure où les possédants multiplient leurs attaques contre les conquêtes sociales.

Christian Picquet
● Prochain article : la campagne électorale vue de quatre pays.

NICARAGUA

La « contra » divisée

L'attentat qui a frappé le maquis d'Eden Pastora est révélateur des dissensions et des rivalités parmi les contre-révolutionnaires. Il témoigne également des difficultés de Reagan à unifier les opposants et à mettre à genoux la révolution sandiniste.

Le trait commun des « contras » regroupés au Honduras et au Costa Rica est leur financement et leur entraînement par la CIA. Ceux du Nord, essentiellement les anciens gardes somozistes, sont regroupés dans le Front démocratique nicaraguayen (FDN). Au Sud, l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) réunissait l'ex-commandant sandiniste Eden Pastora et le principal représentant de la bourgeoisie Alfonso Robelo.

La rivalité entre les deux formations n'est pas nouvelle. La question de l'unité de leurs forces, encouragée par les Etats-Unis, fait clivage dans l'ARDE. Pastora, soucieux de son image de marque, refuse de se lier ouvertement aux partisans de l'ancien dictateur.

Sous la houlette de la CIA

Le projet d'unification est déjà ancien. En septembre 1983 a eu lieu au Guatemala une réunion entre l'ARDE et le FDN, afin de définir une stratégie commune. Des attaques coordonnées en ont résulté. De-

vant les réticences de Pastora, la CIA lui aurait même lancé, selon le *New York Times*, un ultimatum qui arrivait à expiration le 30 mai 1984, précisément le jour où a eu lieu l'attentat contre lui.

Toutes ces manœuvres

nord-américaines ont pour but de renforcer l'efficacité militaire de la « contra » le plus rapidement possible. A travers elle, il s'agit d'empêcher la tenue des élections nicaraguayennes en intensifiant la guerre ou tout au moins d'épuiser la révolution.

Les manœuvres de Reagan

Les Etats-Unis n'ont qu'une confiance limitée dans leurs mercenaires pour renverser le rapport de forces. Certes, les attaques des « contras » sont meurtrières et coûteuses pour l'écono-

mie, comme récemment à Ocotal dans le nord du pays, mais la CIA se voit contrainte de mettre directement la main à la pâte comme l'a démontré le minage de ports.

Reagan maintient son offensive diplomatique. La « visite-surprise » du secrétaire d'Etat, George Shultz, le jour-même de l'attaque d'Ocotal, témoigne de la volonté de maintenir la pression sur le régime sandiniste. Les USA réclament toujours la participation des contre-révolutionnaires armés aux élections de novembre qui coïncident avec les élections américaines.

S. Joanny



TUNISIE

Vie sauve pour les dix condamnés

Communiqué de l'ATF et de l'UTIT.

Dix condamnations à la peine capitale, une aux travaux forcés à perpétuité et une autre à vingt ans : tel est le verdict rendu par le Tribunal criminel de Tunis le 26 mai dans deux des procès consécutifs aux événements du début de janvier 1984.

Les délits retenus par le juge d'instruction ne sont pas, d'après le Code pénal, passibles de la peine de mort. Le procureur de la République l'a réclamée et obtenue. Aucun témoin oculaire desdites scènes n'a pu être présenté.

Face à ces condamnations, l'Association des tunisiens en France et l'Union des travailleurs immigrés tunisiens (46, rue de Montreuil 75011 Paris) expriment leur indignation la plus vive ; dénoncent les conditions dans lesquelles ces procès se sont déroulés ; lancent un appel à l'opinion publique, à toutes les organisations démocratiques et à toutes les personnes éprises de justice pour que tout soit fait afin d'arracher les dix à la mort, pour que leurs noms ne viennent pas allonger encore la liste des victimes tombées pour leur droit au pain.

28 mai 1984

FRANCE

Mobilisation contre Reagan

Quatre cents personnes ont répondu à l'appel des comités Salvador-Amérique centrale de Caen, le Havre et Rennes et ont manifesté dans les rues de Caen, samedi 2 juin. La manifestation avait reçu le soutien à Caen de l'US-CFDT, de l'UNEF-ID, de la Fédération anarchiste,

des sections de la LCR et des JCR à trois villes ainsi que de Rouen.

Les manifestants, qui entendaient protester contre la politique de Reagan en Amérique centrale et dans les Caraïbes, se sont dirigés vers la place de la Résistance où une gerbe fut déposée en hommage à tous ceux tombés en résistant à l'impérialisme américain.

Malgré le caractère démocratique de cette manifestation, le déploiement policier avait des allures d'état de siège. La mairie et surtout la préfecture croulaient sous le poids des CRS, perchés jusque sur les toits, sans compter l'armée habituelle de flics en civil. Cela n'a pas suffi à décourager ceux qui veulent montrer le vrai visage des impérialistes qui viennent aujourd'hui parler de démocratie.

IRAN

Solidarité avec les étudiants progressistes

Les étudiants progressistes iraniens voient leurs activités menacées. Après avoir subi les agressions des mercenaires du régime en place et avoir dû déplacer leur jour de réunion habituel, ils ont été attaqués par les partisans de l'ancien régime monarchiste et de l'ex-Premier ministre du Chah, Chahpour Bakhtiari.

Les autorités de la Cité universitaire internationale ont supprimé la possibilité aux étudiants progressistes iraniens de poursuivre leur réunion hebdomadaire dans la Cité. C'est pour protester contre cette interdiction, qui les prive de leur droit d'expression que, regroupés dans le comité de coordination des étudiants militants à la Cité, ils appellent à la solidarité.

SOUSCRIPTION : ENCORE UNE SEMAINE DE MOBILISATION POUR ATTEINDRE LES 500 000 F !

- Collecté au rassemblement... 15 690
- Lille
- Cellule Education nationale... 860
- Cellule communaux... 50
- Cellule sociaux... 450
- Cellule métaux... 400
- Evreux... 450
- Blois... 900
- Lille
- Cellule Caulliez... 90
- Cellule travailleurs sociaux... 550
- Cellule santé... 50
- François Quang... 300
- Cellule Vitry EDF... 700
- Brest... 500
- Saint-Etienne... 700
- Niort... 170
- Fédération Paris... 11 429
- Marie, Etienne, Alain, employés CCP Paris... 20
- Bayonne... 150
- Nanterre... 100
- Le Puy... 1 000
- Saint-Brieuc... 550
- Fédération 94
- LEP... 100
- RP... 50
- HP... 950
- Orly... 250
- Préfecture Créteil... 250
- PTT Créteil... 300
- Caen
- Cellule étudiante... 750

- Enseignante... 50
- Jean-Paul... 50
- Michel... 50
- Catherine... 200
- Thierry... 50
- Jean-François... 100
- Nicolas... 200
- Divers... 50
- Fédération 91/77
- Cellule CEV... 550
- Education nationale... 300
- Snecma Corbeil... 260
- Snecma Villaroche... 750
- CEA Saclay... 100
- Education nationale... 250
- Bourges
- Reste de pot (meeting contre l'austérité)... 6
- Paulette... 100
- Gilles et Marie-Annie... 100
- Dominique... 100
- Cellule de Bourges... 500
- Pour arrondir... 4
- Divers... 300
- Grenoble
- Cellule Merlin Gerin... 600
- Cellule enseignante... 400
- Cellule santé... 200
- Cellule Saint-Martin-d'Hères... 400
- Alençon... 500
- Rennes
- Cellule enseignante... 250
- Cellule santé... 460
- Cellule FP... 145

- Divers... 250
- Fédération 92... 5 000
- Laval... 1 150
- Beauvais
- Mohamed... 10
- Catherine... 40
- André... 50
- Dominique... 50
- Christian... 50
- Travailleurs DBA... 70
- Orléans
- Nicole... 50
- Eric B... 10
- Joëlle... 60
- JPC... 20
- Fernande... 20
- Jean-Claude... 100
- Christian E... 300
- Germino... 100
- Dunkerque
- Didier... 50
- Catherine et Dominique... 300
- Pascal... 100
- Reims
- Gérard... 50
- Christine B... 20
- Christine J... 10
- Montbéliard
- Sympathisant enseignant... 30
- Joëlle... 10
- Ouvrier Peugeot... 20
- Collecte entreprise... 320
- Travailleur Bull... 30
- Militante... 50
- Jean-Claude... 10

- Jean-Marie... 20
- Claude... 20
- Isabelle... 10
- Richard... 40
- Trois Turcs de Montbé... 150
- François... 50
- Eric et Christophe... 100
- De la part de jeunes immigrés maghrébins... 90
- Ouvrier Montbé... 60
- Des jeunes de Montbé... 60

- Cellule PTT... 420
- Cellule EN... 50
- Cellule santé... 400
- Tours
- Santé... 300
- SNCF... 150
- Imprimerie MAME... 100
- Enseignants... 350
- Etudiants... 150
- Dijon
- Sympathisant Sens... 50
- Cellule SNCF... 200
- Monique, cheminote... 50

- Pierre... 50
- Sympathisants CHS... 110
- Bordeaux... 13 640
- Amiens... 730
- Rouen... 4 280
- Le Havre... 200
- Brest... 800
- Pau... 700
- Montpellier... 1 500
- Dreux
- Collecte RTC... 150
- Denis Le Roy, ex-syndicaliste Dreux... 20
- Ouvriers Renault Dreux... 50
- Ouvrières commerce... 20
- MG, employée commerce... 30
- Collecte bureaux SNCF... 50
- Ouvriers SNCF... 10
- Michel... 10
- DR... 50
- Collecte chez les enseignants... 230
- Besançon
- Cellule CHU... 250
- Sympathisant CHU, militant CFDT... 50
- Militant EE... 10
- Militant CGT équipement... 50
- Militant CLAJ... 10
- Militant CGT CHU... 90
- Un copain... 50
- Collecte CHU... 14
- Cellule métaux... 250
- Sympathisants... 50
- Ouvrière textile... 50
- Militant CFDT municipaux... 50
- Militant CGT... 100

Nom : _____

Prénom : _____ Profession : _____

Mention brève : _____

Je verse : _____ F

(chèque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

- Des copains et copines... 50
- Militant et sympathisante... 100
- Montluçon... 420
- Clermont-Ferrand... 1 800
- Cheminots... 115
- Militant(e)s du collectif pour l'égalité et contre le racisme... 130
- Infirmer HP... 50
- Lille
- LO... 250
- Cellule communaux... 90

- Petit Louis, cheminot... 20
- Cellule métallurgie... 350
- Poitiers
- Patrick... 20
- Guy... 20
- JL... 30
- Didier... 20
- Ph... 160
- Orléans
- Cellule CHRQ... 100
- Cellule tri... 200
- Cellule Cepem... 220
- Cellule EN... 180

En passant par Cannes

Notre histoire, le dernier film d'Alain Delon, mis en scène par B. Blier, n'a pas été sélectionné pour la compétition officielle à Cannes. Heureusement !

Que fait Delon qui veut avoir droit à la vitrine cannoise ? Il insulte le comité de sélection, tient le même discours que ses petits copains de droite sur d'autres secteurs de la vie française : la France est tombée bien bas, d'ailleurs les Américains ne veulent plus de nous, ils se désintéressent de Cannes, etc.

Alain Delon voudrait être partout, au moment où il sort un film et lance un nouveau parfum. Il ne lui suffit plus de se répandre en déclarations exclusives (sic) de magazine en magazine.

L'Oncle Sam était présent dans la compétition, grâce à un vieil Américain bien tranquille, John Huston et un jeune homme farceur, Alan Rudolph. Cela faisait longtemps que Huston n'avait pas eu d'argent des majors U.S pour travailler.

Huston a revendiqué le personnage du consul, dans *Au-dessous du volcan*, comme un personnage de sa tribu. Comme Achab, dans *Moby Dick*, vingt-huit ans plus tôt, a-t-il dit, « *Le consul se rebelle, lève le poing face à un dieu malveillant.* » Saluant l'homme, son œuvre, et quelque cinquante ans de cinéma, le jury lui a rendu un hommage spécial.

C'est sans doute pour ne pas créer d'incidents diplomatiques que l'on a délaissé au « marché », où les spectateurs admis en priorité sont les acheteurs, *Maria's Lovers*, un très beau film que le cinéaste soviétique, Andreï Konchalovsky (*le Premier Maître* et *l'Infâme Sibériade*) a réalisé aux Etats-Unis. Un soldat de Pennsylvanie, démobilisé après avoir tué, « *quelques Japonais* » (John Savage), est de retour. Le père, Robert Mitchum, un homme primaire et solitaire, l'ac-

cueille en héros et veut lui trouver une femme. Le caporal Bibic ne rêve que de retrouvailles avec Maria (Natassia Kinski), mais il a trop rêvé et les malheurs de la guerre en ont fait un homme impuissant.

Le film est violemment pacifiste. On ne sait pas si l'action se situe après la guerre du Vietnam ou la Seconde Guerre mondiale. On a l'impression de voir l'œuvre d'un cinéaste américain candidat à une prochaine chasse aux sorcières, style Mac Carthy. On pense à Dalton Trumbo et à *Johnny got his gun*.

Le repos de ce guerrier-là est sans cesse menacé, le malheur d'un individu pèse très lourd face à la raison d'Etat, d'Est en Ouest. Konchalovsky a-t-il dû s'exiler pour pouvoir faire un tel film ? C'est probable.

Toujours les années cinquante

Avec le film de Marta Meszaros, *Naplo-Journal intime*, pas de doute, nous sommes dans la Hongrie des années cinquante. Grisaille du noir et blanc des actualités, meetings pacifistes où l'on dénonce « *les espions titistes et impérialistes* » et « *le traître Rajk* », etc.

C'est l'histoire d'une adolescente, adoptée pour son bien par une femme qui, ayant de hautes responsabilités dans le parti, finira par devenir chef de la police. La jeune fille veut comprendre ce qu'on lui cache, refuse les mensonges de ceux qui ne veulent pas voir. Le double aspect de ce portrait, dans une exposition, est hautement symbolique : selon qu'on regarde de droite à gauche ou de gauche à droite, par un simple jeu optique, il permet d'apercevoir Staline ou Rakosi (le premier secrétaire du parti). Il en va de même pour la nomenclature de fraîche date, qui mange dans les vaisselles de l'aristocratie et se fait

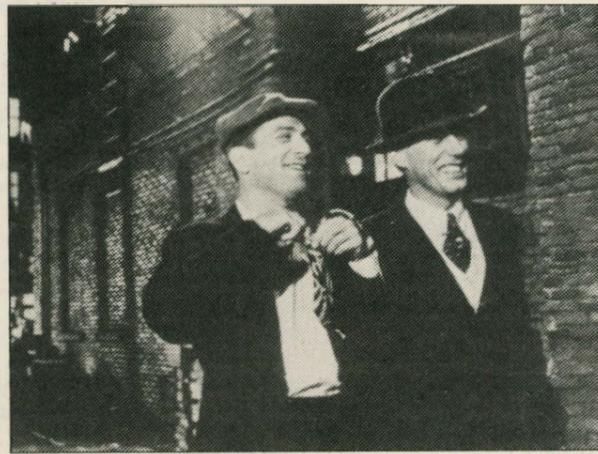
servir par une domestique qui assure la transition.

C'est une bien sinistre transition que dénonce le film de Peter Bacso, Hongrois lui aussi. Le train de déportés qui conduit à leur résidence surveillée les « *ennemis du peuple* » rappelle une autre époque. Cet homme nouvellement « déporté » s'excuse : il a arraché les bonnes herbes au lieu des mauvaises. « *On ne nous a pas appris le jardinage à Auschwitz.* »

Avec le *Jour plus long que la nuit* de Lana Gogoberidzé, cinéaste de Géorgie, nous allons de l'aube de la Révolution bolchevique à l'époque contemporaine, dans la vie d'une femme. Dans cet itinéraire historique et poétique à la fois, les blessures intimes marquent tout autant que les changements de l'histoire. Dans la vie d'Eva, l'homme nouveau, c'est Spiridon. Quand, jeune veuve, elle l'épouse, ce dernier est lié aux activités clandestines des Bolchéviques. Quand la révolution arrive, il veut garder ses privilèges de petit commerçant. Il louvoie pour défendre sa peau, puis se pose en champion de la collectivisation, partant dans les campagnes prêcher et exécuter avec un zèle violent la bonne parole.

Eva ne parviendra pas à aimer cet homme brutal dont elle a eu une fille. Ce

Il était une fois en Amérique



Le jour plus long que la nuit

genre « *d'opportuniste* », a dit la réalisatrice, n'est pas seulement vrai pour l'époque. Aujourd'hui encore, nous sommes gênés par ce type d'individus. A la remarque d'une parenté entre son film et ceux de Parajdanov, Lana Gogoberidzé a affirmé haut et clair son amitié pour ce réalisateur qui, comme tous les gens qu'on aime vous influence à votre insu.

D'Asie, deux films sont

venus : *la Maison et le monde* de l'Indien Satyajit Ray et *Bayan Ko* du Philippin Lino Brocka.

Satyajit Ray, malade, n'avait pu se rendre à Cannes où l'on présenta son film devant des salles à moitié vides, le dernier jour. Les distributeurs français n'ont pas encore compris l'importance de Ray. Tant pis pour Gaumont, qui devrait sortir le film à la rentrée.

Le film de Brocka a été tourné dans la clandestinité et monté en France. « *Nous avions raison de préconiser le boycott des élections, a répété Lino Brocka, nous ne voulons pas de mal à Monsieur Marcos, nous voulons simplement qu'il parte.* »

Il était une fois en Amérique s'étend sur trois heures quarante. Toute la vie de Noodles, un jeune homme juif et pauvre, défille : son amitié pour Max et sa lente montée dans le business, ses amours malheureuses, etc. Noodles-De Niro suffirait à lui seul à vous faire aimer le film. Mais l'hommage au ci-

néma américain, renforce encore le plaisir.

Une palme qui vaut le détour

L'usine à rêves est en crise. Les héros sont fatigués. Rien de bien héroïque dans la vie de Travis, le personnage principal de *Paris Texas* de Wim Wenders. Sa vie tient dans un petit sac en plastique, une adresse et une photo de Paris au Texas. Travis est muet, épuisé, à bout de souffle, quand il s'échoue dans une petite ville du Texas. Il part à la recherche de son fils, abandonné il y a longtemps. Puis en compagnie de l'enfant, il recherche la mère. Le film ne se raconte pas, il est à voir pour la beauté des images de Robby Muller, pour les acteurs et la musique de Ry Cooder. Avec une palme d'or, Wenders revient dans la vieille Europe. Le film arrive dans les salles à l'automne, et il vaut le détour.

Noémie Mas



● **Dimanche** 20 h 30 (TF 1) *l'Arbre de vie* d'E. Dmytryk, avec Elizabeth Taylor, Montgomery Clift et Lee Marvin. Mélo souvent lourd (la marque de Dmytryk...) à voir néanmoins pour le couple Liz Taylor-Montgomery Clift et pour la beauté de la photo couleurs...

22 h 30 (FR 3) *Justin de Marseille* de Maurice Tourneur.

● **Lundi** 14 h (TF 1) *la Cité disparue* d'H. Hathaway avec John Wayne... le charme des films d'aventures hollywoodiens, et la nostalgie exotique en prime...

16 h 20 (A 2) *Heidi* de Luigi Comencini (1952), d'après le best-seller pour enfants de Johanna Spyri. 20 h 30 (TF 1) *le Bataillon du ciel* d'Alexandre Esward d'après un scénario de Jo-

seph Kessel, la première coproduction franco-britannique d'après-guerre pour tenter d'évoquer avec des moyens suffisants, le « D-Day ».

20 h 30 (FR 3) première partie de 1900 de Bernard Bertolucci, magnifique fresque paysanne sur le premier tiers du siècle, vue à travers les regards de deux enfants, puis deux adultes nés le même jour dans deux milieux socialement antagonistes... Depardieu et De Niro excellents dans ce qui est l'un des plus beaux films italiens des dix dernières années.

● **Mardi** 20 h 30 (FR 3) *Ava-*

lanche Express » film d'espionnage US de Mark Robson avec Lee Marvin et Robert Shaw dont la seule curiosité est la présence au générique du réalisateur Abraham Polonski, l'une des anciennes victimes hollywoodiennes du Maccarthysme.

● **Judi** 20 h 30 (FR 3) *Rodnia*, film soviétique de Nikita Mikhalkov. Déjà réalisateur de films aussi superbes que *l'Esclave de l'amour* ou *Partition inachevée pour piano mécanique*, Nikita Mikhalkov est l'un des plus importants cinéastes soviétiques du moment.

● **Vendredi** 23 h (A 2) *Senso*

de Luchino Visconti, avec Alida Valli et Stewart Granger. Le plus beau film romantique de l'histoire du cinéma... Une passion dévorante bâtie comme un opéra verdien et acquérant une dimension épique par son insertion dans le cadre historique de la lutte patriotique italienne contre les occupants autrichiens en 1866 à Venise. Un chef d'œuvre.

Michel Lazlo

Luchino Visconti

Parler de Visconti et de son chef-d'œuvre *Senso* me donne l'opportunité de signaler aux lecteurs de *Rouge* la parution d'un livre

consacré à Luchino Visconti par Alain Sanzio de la revue *Masques* et notre camarade Paul-Louis Thirard, de *Rouge* et de *Positif*. Passionné et souvent passionnant, leur livre — hormis justement la partie de Thirard consacrée aux premiers films de Visconti — souffre néanmoins d'un côté succinct qui laisse un peu sur sa faim, et en contrepartie, d'un prix qui semble plus correspondre au poids des photos qu'à celui des mots. Un livre que, malgré cette petite réserve, je recommande à tous les amateurs de Visconti. (Ed. Persona — 195 francs).

M. L.

NOUVELLE-CALEDONIE

Cinq jours chez les indépendantistes



Alain Krivine parmi la tribu de Mau à Poneriahouen.

Notre camarade Alain Krivine vient d'effectuer un bref séjour en Nouvelle-Calédonie. Accueilli chaleureusement par le Front indépendantiste, au cours d'un périple de huit cents kilomètres et au gré de nombreux contacts, il a apporté le soutien de la LCR au combat pour l'indépendance et le socialisme.

L'île est un enjeu important pour l'impérialisme français (deuxième producteur mondial de nickel, fonds marin) qui depuis cent trente ans prive le peuple kanak, 45 % de la population, de ses terres et de ses droits.

De notre envoyé spécial

L'arrivée à l'aéroport de Nouméa donne déjà un aperçu de la situation explosive dans une île occupée depuis cent trente ans par la France. La police est sur les dents. En effet, au moment même où arrive notre camarade Alain Krivine, Claude Cheysson, incognito, vient d'atterrir dans un petit avion venant des îles Fidji et une délégation du Front indépendantiste part pour Paris. Mais les militants indépendantistes, très implantés à l'aéroport, sont au courant. Une délégation accueille Cheysson avec une banderole subversive « *Bienvenue en pays Kanak* ». La police confisque l'objet du délit. Alain Krivine est accueilli par une vingtaine de dirigeants du Front... et par deux inspecteurs des RG « mis à sa disposition » par l'administration pour sa protection et qui ne le quitteront pas durant cinq jours ; « *Vous savez, disent-ils, ici il y a des fous* ». Quel aveu !

Les premiers jours du voyage se passeront dans les tribus kanaks. Partout l'accueil est chaleureux. A la tribu de Bacco, le vieux chef coutumier accueille notre camarade en pratiquant, comme partout ailleurs, l'échange de cadeaux traditionnels de la coutume. Les habitants sont là, regroupés, et après le repas les discussions vont durer longtemps ! Le chef Wabealo Fessard est un vieux militant très connu. « *Dès l'arrivée des Français, nous avons perdu toutes les bonnes terres et nous avons été refoulés dans des réserves. Aujourd'hui, nous nous sommes organisés pour récupérer nos terres.* »

Il montre du doigt les clôtures brisées des champs autour des cases. « *Depuis trois ans, nous occupons les terres qui appartenaient au colon. Il a dû partir. Il y a eu l'envoi des gendarmes. j'ai été emprisonné, mais nous avons gagné. Désormais, existe un comité de revendication des terres de la côte ouest.* »

Ils nous disent autonomie, on répond indépendance

L'occupation des terres devient ici une tradition de lutte. « *Ces terres nous ont été volées par les colons et aujourd'hui l'office foncier les leur rachète à des prix d'or pour nous en distribuer quelques parcelles.* » La terre, c'est la revendication qui jaillit dans chaque tribu et qui motive la volonté d'indépendance. De plus, en Nouvelle-Calédonie, le colonialisme français a été bestial et les Kanaks surexploités. Il n'y a pas un seul médecin kanak, très peu d'ouvriers, seulement six enseignants dans le secondaire. Aussi la population s'organise pour se battre.

A la tribu de Tibarama, les vieux sont très combatifs. « *Ils nous disent autonomie, nous, on répond indépendance et cela par tous les moyens.* » Cependant, le rôle des anciens et la coutume ne sont plus toujours acceptés par les jeunes. Dans cette tribu, les jeunes n'ont pas été invités à la réception.

Le soir, ils décident de passer à l'action et organisent un « barrage » sur la route où doit repasser Alain Krivine. Ils sont une vingtaine à stopper la voiture, armés de

couteaux et de marteaux. Furieux, ils veulent savoir : « *Qui es-tu ? On n'a pas pu aller à la réunion, on nous a dit que tu étais révolutionnaire, mais nous on en a marre des promesses de la gauche française. Est-ce que tu représentes le gouvernement ? Explique-toi !* » D'abord tendu, le débat va durer une heure et se terminer dans un climat très fraternel. Mais, il témoigne de la combativité extraordinaire des jeunes qui ne veulent plus attendre et trouvent parfois trop timorés les chefs coutumiers.

Indépendance kanak et socialiste

A la tribu de Mau à Poneriahouen, ce sont au contraire les jeunes qui ont pris en main l'accueil. Une quarantaine font le service d'ordre et veilleront toute la nuit autour des cases pour empêcher une intervention des colonialistes. Quinze jours avant l'arrivée de notre camarade, ils ont construit une case pour lui, et le lendemain les dirigeants locaux du Front s'apercevront que toute la population avait relevé les plaques de toutes les voitures passant sur la route en cas d'incident. Initiative spontanée prise par la population du village.

Dans cette tribu, ils étaient plus d'une centaine au meeting du soir et le débat va

durer près de trois heures avec notamment la prise de parole de plusieurs femmes, ce qui est un débat prometteur dans un pays où elles participent pleinement à la lutte pour l'indépendance mais ont du mal à se faire entendre.

Le dernier jour à Nouméa sera consacré à des contacts politiques avec une conférence de presse et un meeting dans le quartier kanak de la ville, sans oublier une longue discussion avec une trentaine de syndicalistes de l'USTKE, le syndicat des travailleurs kanaks qui s'est constitué récemment et se développe très rapidement.

Une délégation du Front est présente à l'aéroport pour le départ. Quelques fascistes cherchent à provoquer. « *Salaud, tu es venu ici pour organiser des troubles. Moi, les Kanaks, je leur donne du travail — c'était le patron d'une boîte de nuit — et je suis pour l'indépendance, mais fous le camp !* » Comme d'autres, il devait rêver d'une indépendance à la sud-africaine ou à la rhodésienne, une indépendance néo-colonialiste. Indépendance et socialisme, c'est ce que le Front imposera.

Comme pendant la guerre d'Algérie, le peuple kanak doit pouvoir compter sur le soutien des anticolonialistes français. C'est l'engagement qui a été pris et qui sera respecté.

Raphaël Duffleaux

Le Front indépendantiste

Regroupement de cinq des six partis kanaks existant dans l'île, le Front indépendantiste réclame l'indépendance et le socialisme et a obtenu lors des dernières élections à l'Assemblée territoriale 83 % des voix du peuple kanak. La quasi-totalité des tribus se réclame du Front qui dirige par ailleurs la grande majorité des communes de l'île. Grâce à un compromis réalisé avec un petit parti composé de Français et de Kaldoches (descendants des premiers occupants français) libéraux, le Front indépendantiste dirige aujourd'hui le Conseil de gouvernement, institution sans grand pouvoir présidé par le commissaire du gouvernement français.

Au sein des six partis indépendantistes de l'île coexistent des courants nationalistes

radicaux dont certains courants se réclament du socialisme. Déçu par le gouvernement de gauche et totalement opposé au statut Lemoine que vient de voter le Parlement français, le Front se prépare à boycotter les prochaines élections à l'Assemblée territoriale et à quitter ainsi les institutions selon une nouvelle stratégie visant à imposer l'indépendance dans les plus brefs délais.

A noter l'inexistence dans l'île d'un parti communiste. Seul existe un tout petit noyau de Français se réclamant du PCF mais inorganisé et extérieur au Front.

Seule organisation française à soutenir l'indépendance et le socialisme, la LCR entretient depuis plusieurs années des rapports très fraternels avec le Front.